DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 2200 DU 6/05/2014

TITRE : TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - DOSSIER N° 80044 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,
- Vu la demande présentée par la Communauté d'Agglomération du Douaisis en date du 14 janvier 2014,

En application :

- de la délibération n° 09-I-060 de la Commission Permanente des Interventions en date du 6 novembre 2009 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision et des délibérations générales qui y sont référencées.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :
Sur la base d’un montant de travaux réels de 17 142,34 € HT, l’Agence, par mandat n° 2186 en date du 16 décembre 2011, a versé une participation financière d’un montant de 11 999,64 € à laquelle s’ajoutent les 4 285,59 € de subvention versée par le Conseil Général du Pas de Calais, soit un total de participations financières de 16 285,23 €.
Conformément à l’article 3.4 de la délibération n° 09-A-026 relative au réseau d’assainissement, le montant maximum de participation financière exprimée en équivalent subvention de l’ensemble des partenaires financiers (Agence et Département) ne peut dépasser 13 713,87 €, soit 80 % de la dépense à la charge de la collectivité (17 142,34 € HT).
La Collectivité doit par conséquent reverser à l’Agence de l’Eau la somme de 2 571,36 € (16 285,23 – 13 713,87). Pour ce faire, celle-ci émettra un ordre de recette de ce même montant à l’encontre de la Collectivité.
Le montant de l’avance convertible en subvention est de 2 571,34 € (5 142,70 – 2 571,36).

Article 2 :
Au vu des certificats de bon raccordement envoyés par la Collectivité qui attestent l’atteinte de l’objectif fixé dans la convention n° 80044, l’avance convertible d’un montant de 2 571,34 € perçue par la Collectivité peut être transformée en subvention.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE
Par délégation

[Signature]

Pierre MARIEN
Délégué Général Adjoint

[Signature]

Olivier THIBAULT
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 14-D-201 DU 06/05/2014

TITRE : TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - DOSSIER N° 85596 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MONTREUILLOIS
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,
- Vu la demande présentée par la Communauté de Communes du Montreuillos en date du 18 novembre 2013,

En application :

- de la délibération n° 11-I-023 de la Commission Permanente des Interventions en date du 27 mai 2011 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision et des délibérations générales qui y sont référencées.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

Sur la base d'un montant de travaux réels de 191 872,73 € HT, l'Agence, par mandat n° 530 en date du 19 avril 2012, a versé une participation financière d'un montant de 134 310,92 € à laquelle s'ajoutent les 43 946,24 € de subvention versée par l'Etat (DETR), soit un total de participations financières de 178 257,16 €.

Conformément à l'article 3.4 de la délibération n° 09-A-026 relative au réseau d'assainissement, le montant maximum de participation financière exprimée en équivalent subvention de l'ensemble des partenaires financiers (Agence et Etat) ne peut dépasser 153 498,18 €, soit 80 % de la dépense à la charge de la collectivité (191 872,73 € HT).

La Collectivité doit par conséquent reverser à l'Agence de l'Eau la somme de 24 758,98 € (175 257,16 – 153 498,18). Pour ce faire, celle-ci émettra un ordre de recette de ce même montant à l'encontre de la Collectivité.

Le montant de l'advance à transformer en subvention est de 32 802,84 € (57 561,82 – 24 758,98).

Article 2 :

Au vu des certificats de bon raccordement envoyés par la Collectivité qui attestent l'atteinte de l'objectif fixé dans la convention n° 85596, l'avance convertible d'un montant de 32 802,84 € perçue par la Collectivité peut être transformée en subvention

[Signature]

Olivier THIBAULT
TITRE : ENTRETIEN ECOLOGIQUE

Dossier n°1358701 : FEDERATION DU PAS DE CALAIS POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 9ème Programme d'Intervention 2007-2012 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 06-A-114 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 en portant approbation,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d'Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 10-A-027 du Conseil d'Administration du 15 octobre 2010 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la demande présentée par le Maître d'ouvrage,
- Vu la décision n° 11-I-057 de la Commission Permanente des Interventions du 4 novembre 2011 relative à l’opération faisant l’objet de la convention n°13587.

Considérant que :

- par convention n°13587, notifiée le 20 janvier 2012, l’Agence de l’Eau a décidé d’apporter une participation financière (S 50%, soit 526 206 €) à la FEDERATION DU PAS-DE-CALAIS DES ASSOCIATIONS AGREES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE, pour la réalisation de travaux de restauration des habitats piscicoles sur le marais de Contes, pour un montant prévisionnel financement de 1 052 413,02 € TTC ;
- ladite convention a fait l’objet d’un versement d’acompte de 105 241,20 €, le 31 mai 2012 ;
- par courrier parvenu à l’Agence le 29 avril 2014, le Maître d’ouvrage nous informe de difficultés rencontrées pour mener à bien l’opération dans les délais impartis, essentiellement dues aux procédures d’instruction réglementaire (18 mois au lieu des 12 mois initialement prévus) et à la période annuelle d’autorisation d’intervention sur le marais afin de préserver la biodiversité en place (15 juin au 31 décembre), et nous sollicite pour prolonger le délai d’achèvement de l’opération à la date du 31 décembre 2015 ;
- le service technique, conscients des difficultés d’instruction et d’intervention, propose de proroger d’une année le délai d’exécution de l’opération pour permettre au Maître d’ouvrage de finaliser l’opération.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article 1 :

La date d’achèvement de l’opération est reportée d’une année, fixant ainsi le délai d’exécution de l’opération à 4 ans à compter de la date d’entrée en vigueur de la convention n°13587, soit le 19 janvier 2016.

Article 2 :

Les autres articles de la convention n°13587 restent inchangés.

La présente décision, notifiée au Maître d’ouvrage, est immédiatement applicable.
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>HT/HTC</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
</tr>
<tr>
<td>1387.31</td>
<td>Fédération du Pas de Calais pour la pêche et la protection du milieu aquatique</td>
<td>Travaux de restauration des habitats piscicoles sur le marais de Contes, d'une superficie globale de 62,7 ha.</td>
<td>Bassin versant de la Canche.</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 202 DU 6/06/2014
Titre : Transformation de l'avance convertible en subvention - Montdidier - Dossier n° 80416

Valant acte d'attribution

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application :

- de la délibération n° 09-I-055 de la Commission Permanente des Interventions du 6 novembre 2009 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision et des délibérations générales qui y sont référencées,

Considérant que :

- l'objectif de la convention 80416 était la remise à niveau de la station d'épuration de Montdidier portant sur la mise en place du traitement de l'azote et du phosphore (part industrielle),

- suite à la réception de la demande de solde du dossier, les services techniques de l'Agence ont pu s'assurer de cette remise à niveau et de l'efficacité du traitement mis en place.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence décide de transformer en subvention l'avance versée au maître d'ouvrage d'un montant de 90 172,00 € pour l'opération reprise en annexe à la présente décision.

Article 2 :

La présente décision est immédiatement applicable.

Le Directeur Général de l'Agence

Par délégation

Le Directeur Général

Pierre MARIEN

Olivier THIBAULT
TITRE : MODIFICATION DE L'ENGAGEMENT FINANCIER N° 14474 PRIS AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE D'ONNAING-VICQ-QUAROUBLE (SOVIQUA) SANS INCIDENCE FINANCIERE VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application de :

- la délibération de la Commission Permanente des Interventions n° 12-I-034 du 14 septembre 2012 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision et des délibérations générales qui y sont référencées.

Considérant que :

- par convention n°14474, notifiée le 6 décembre 2012, l'Agence a apporté au SOVIQUA une participation financière de 83 100,00 € sous forme d'avance (A30%) et de subvention (S20%) pour un montant d'investissement financable de 166 200,00 € HT, relatif à la réhabilitation du réseau d'assainissement rues Victor Hugo, du 8 Mai 45 et Giraud à Onnaing (abaissement de la canalisation de diamètre 600 mm rue Victor Hugo, construction d'un canal débimétrique et réhabilitations ponctuelles des réseaux d'assainissement);
- ces travaux viennent en complément d'importants travaux de résorption d'inondations envisagés par le syndicat sur le bassin versant concerné;
- ladite convention n'a fait l'objet d'aucun versement d'acompte;
- par courrier en date du 7 janvier 2014, le syndicat nous a informés que suite au réexamen technique et financier des travaux envisagés pour la résorption des inondations, la construction d'un canal débimétrique était abandonnée et qu'un séparateur de flots non prévu initialement serait mis en place au niveau du réseau unitaire existant;
- en lieu et place du financement d'un canal débimétrique, le syndicat a donc sollicité l'Agence pour le financement d'un séparateur de flots, modification qui est sans incidence financière sur la convention 14474;
- ce nouveau projet répond au mêmes objectifs de collecte des eaux usées que le projet initialement transmis par le SOVIQUA à l'Agence. En ce sens, les services techniques de l'Agence confirment l'intérêt des modifications apportées au projet.
Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

**Article 1 :**

L'article 2 - DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES de la convention 14474 est modifié comme suit :

**Définition :**
Réseau Amélioration :
abaissement de la canalisation de diamètre 600 mm rue Victor Hugo,
création d'un séparateur de flots pour régulation de la puissance mensuelle vers la station au niveau de la rue Giraud,
réhabilitations ponctuelles des réseaux d'assainissement entre la rue des Baudeliers et la ruelle du Ponceau.

**Localisation :**
ONNAING Rues Victor Hugo, du 8 Mai 45 et Giraud

**Eléments caractéristiques :**
Le chantier sera réalisé avec application de la "Charte de Qualité des réseaux Artois-Picardie".
Indicateurs de programme (éléments propres à l'Agence de l'Eau) :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature de l'indicateur</th>
<th>Valeur</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Habitants transités (équiv-hab)</td>
<td>8 100</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Article 2 :**

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

Par délégation
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Pierre MARIEN

Olivier THIBAULT
TITRE : GESTION INTEGRALE DES MILIEUX AQUATIQUES

Dossier n°8178002 : CARVIN

VISA :
- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d’Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d’interventions financières de l’Agence,
- Vu la délibération n° 10-A-027 du Conseil d’Administration du 15 octobre 2010 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la demande présentée par le Maître d’ouvrage,
- Vu la décision n°10-D-130 du Directeur Général du 7 avril 2010 relative à l’opération faisant l’objet de la convention n°81780.

Considérant que :

- par convention n°81780, notifiée le 26 mai 2010, l’Agence de l’Eau a décidé d’apporter une participation financière (S 80%, soit 29 086 €) à la commune de CARVIN pour effectuer la mission de maîtrise d’œuvre pour la valorisation paysagère et écologique de l’ancienne carrière « Malbezin » située à Carvin, pour un montant prévisionnel finançable de 36 358 € TTC ;
- ladite convention a fait l’objet d’un versement d’acompte, d’un montant de 14 543 € le 7 février 2013 ;
- ladite convention a fait l’objet d’une prorogation de délai d’un an, par décision n°13-D-165 du Directeur Général du 22 mai 2013 ;
- le service technique propose de proroger d’une année supplémentaire le délai d’exécution de l’opération pour permettre au Maître d’ouvrage de finaliser l’opération.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article 1 :
La date d’achèvement de l’opération est reportée d’une année, fixant ainsi le délai d’exécution de l’opération à 5 ans à compter de la date d’entrée en vigueur de la convention n°81780, soit le 25 mai 2015.

Article 2 :
Les autres articles de la convention n°81780 restent inchangés.
La présente décision, notifiée au Maître d’ouvrage, est immédiatement applicable.

Par décret

[Signature]
Le Directeur Général
[Prénom]

Olivier THIBAULT

15234 Page n° 1/2
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>HT/HTC</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant</td>
</tr>
<tr>
<td>81780.02</td>
<td>CARVIN</td>
<td>Maîtrise d'oeuvre pour la valorisation paysagère et écologique de l'ancienne carrière &quot;Malbezin&quot; située sur le territoire de la commune de Carvin et dont la superficie est d'environ 45 000 m².</td>
<td>TTC</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td>Le site se situe sur le bassin versant Deûle-Marque au nord-ouest du territoire communal au lieu-dit &quot;carrière Malbezin&quot; sur le territoire de la commune de Carvin.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

15234

Page n° 2/2
TITRE : ELABORATION ET SUIVI DES SAGE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu la délibération n° 13-A-014 du Conseil d'Administration du 29 mars 2013 relative à l'animation territoriale,
- Vu les délibérations n° 13-I-046, 13-I-048, 13-I-049 de la Commission Permanente des Interventions du 24 mai 2013,
- Vu les demandes présentées par les maîtres d'ouvrage,


Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>5 dossiers d'interventions</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Montant total</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X290.

Per délibération
Le Directeur Général de l'Agence

[Signature]

Olivier THIBAULT
### ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 44 D. 204 DU 15/05/2014

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
</tr>
<tr>
<td>10073.00</td>
<td>SYND MIXTE DU PARC C&amp;M.</td>
<td>Animation du SAGE Audomarois</td>
<td>Bassin versant de l'Audomarois</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>D'OPALE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>10014.00</td>
<td>COMMUNAUTE URBIAINE D'</td>
<td>Animation du SAGE Scarpe Amont</td>
<td>Bassin versant Scarpe Amont</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>ARRAS</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19762.00</td>
<td>INST INTERDEP. AMENAGEMENT VAL SENSEE</td>
<td>Animation du SAGE de la Sensée</td>
<td>Bassin versant de la Sensée</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19766.00</td>
<td>SYNDICAT MIXTE POUR LE SAGE DU BOULONNAIS</td>
<td>Animation du SAGE du Boulonnais</td>
<td>Bassin Versant du Boulonnais</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19769.00</td>
<td>SYND MIXT PARC NATUREL REG SCARPE ESCAUT</td>
<td>Animation du SAGE de la Scarpe Aval</td>
<td>Bassin versant Scarpe Aval</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* SF : Subvention forfaitaire  
S : Subvention
TITRE : MODIFICATION DE L'ENGAGEMENT FINANCIER N° 14502 PRIS AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application de :

- la délibération n° 13-I-024 de la Commission Permanente des Interventions en date du 24 mai 2013 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision et des délibérations générales qui y sont référenciées.

Considérant que :

- par convention n°14502, notifiée le 14/09/2013, l'Agence a apporté à la Communauté d'Agglomération du Douaisis une participation financière de 62 886,00 € à répartir sous forme de subvention (S15%) soit 16 984 €, de subvention solidarité urbain/rural (S/UR15%) soit 16 884 € et d'avance (A 25,54%) soit 28 918 € pour un montant d'investissement financement de 113 230,00 € HT relatif aux travaux de gestion alternative des eaux pluviales au niveau des rues des Primevères, des Jacinthes, des Jonquilles et du 8 Mai 1945 à Féchien (réalisation de 14 bouches d'injection et de 14 puits d'infiltration),
- ladite convention n'a fait l'objet d'aucun versement d'acompte,
- par courrier en date du 24 octobre 2013, la collectivité nous a transmis la demande de solde du dossier, solde qui a été accepté par les services techniques de l'Agence en date du 23 janvier 2014,
- sur la base d'un montant de travaux réels de 101 005,50 € HT, la collectivité a déjà perçu 25 251,38 € de subvention de la part du Conseil Général du Nord soit 25 % du montant des dépenses à sa charge,
- le montant de la participation financière à solder de l'Agence aurait pour effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80 % du montant réel de la dépense totale payée par le demandeur, soit un plafond de 80 804,40 €.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 4.2.5 de la délibération n° 12-A-024 du Conseil d'Administration en date du 27 septembre 2012 relative aux modalités générales des interventions financières de l'Agence, le montant de la participation financière sollicitée de l'Agence ne peut avoir pour effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80 % du montant réel de la dépense totale payée par le demandeur. En conséquence, la participation financière de l'Agence est plafonnée à 55 553,00 €.

Afin de réduire le taux des aides perçues à 80 % du montant total des dépenses à la charge de la collectivité et compte tenu du montant de l'aide financière du Conseil Général du Nord reçue par le Maître d'Ouvrage le montant de la participation financière de l'Agence à verser sous forme d'avance est réduit à 25 251,00 €.
Article 2 :

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
TITRE : TRANSFORMATION DE L'AVANCE CONVERTIBLE EN SUBVENTION - DOSSIER N° 85594 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MONTREUILLOIS VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,
- Vu la demande présentée par la Communauté de Communes du Montreuilloy en date du 30 janvier 2014.

En application :

- de la délibération n° 11-I-023 de la Commission Permanente des Interventions en date du 27 mai 2011 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision et des délibérations générales qui y sont référencées.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

Sur la base d'un montant de travaux réels de 183 825,11 € HT, l'Agence, par mandat n° 1299 en date du 26 juillet 2013, a versé une participation financière d'un montant de 111 720,00 € sous forme d'avance convertible en subvention (47 880,00 €), de subventions (63 840,00 €) à laquelle s'ajoutent les 45 957,59 € de subvention versée par l'État (DETR), soit un total de participations financières de 157 677,59 €.
Conformément à l'article 3.4 de la délibération n° 09-A-026 relative au réseau d'assainissement, le montant maximum de participation financière exprimée en équivalent subvention de l'ensemble des partenaires financiers (Agence et Etat) ne peut dépasser 147 060,09 €, soit 80 % de la dépense à la charge de la collectivité (183 825,11 € HT).
La Collectivité doit par conséquent reverser à l'Agence de l'Eau la somme de 10 617,50 € (157 677,59 – 147 060,09). Pour ce faire, celle-ci émettra un ordre de recette de ce même montant à l'encontre de la Collectivité.
Le montant de l'avance à transformer en subvention est de 37 262,50€ (47 880,00 – 10 617,50).

Article 2 :

Au vu des certificats de bon raccordement envoyés par la Collectivité qui attestent l'atteinte de l'objectif fixé dans la convention n° 85594, l'avance convertible d'un montant de 37 262,50 € perçue par la Collectivité peut être transformée en subvention

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 85715 PRISE AU PROFIT DE LA VILLE DE BOULOGNE SUR MER.

VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application de :

- la Délibération de la Commission Permanente des Intervention n° 11-I-023 du 27/05/2011 relative à l'opération faisant l'objet de la présente délibération et des délibérations générales qui y sont référées.

Considérant que :

- par convention n°85715, notifiée le 25 juillet 2011, l'Agence a apporté à la ville de Boulogne sur Mer une participation financière de 94 500,00 € sous forme de subvention (S 50%) pour un montant d'investissement finançable de 189 000 ,00 € HT relatif à la mise en place de l'autosurveillance des réseaux d'assainissement,
- ladite convention a fait l'objet d'un versement d'acompte (50 % de la participation financière),
- par courrier en date du 29 avril 2014, la collectivité nous a informés que l'autosurveillance des réseaux était opérationnelle mais qu'il restait à vérifier la validation de données concernant certains points. Par conséquent, la collectivité ne sera pas en mesure de respecter les délais contractuels soit 3 ans après la date de notification et nous a sollicité pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 85715 est prolongée pour une durée de 1 an, soit jusqu'au 25 juillet 2015 , reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 85042 DU 21/05/2014

TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 85042 PRISE AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE URBANA DE LILLE, VALANT AVENANT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,

En application de :

Considérant que :
- par convention n°85042, notifiée le 29/08/2011, l'Agence a apporté à la Communauté Urbaine de Lille une participation financière de 1 528 932,00 € sous forme de subvention (S 20%) et d'avance (A30%) pour un montant d'investissement financable de 3 057 866,00 € HT relatif à la création d'un collecteur de reprise des eaux claires parasites (3ème partie),
- ladite convention a fait l'objet d'un versement d'acompte (20 % de la participation financière),
- par courrier en date du 15 avril 2014, la collectivité nous a informés que le chantier a été ajourné pendant 4 mois suite à des découvertes archéologique, reportant ainsi la date prévisionnelle de fin de travaux au 15/09/2014. Par conséquence, la collectivité ne sera pas en mesure de respecter les délais contractuels soit 3 ans après la date de notification et nous a sollicité pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

La convention n° 85042 est prolongée pour une durée de 1 an, soit jusqu'au 29/08/2015, reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.
DEcision du directeur general n° du 29/05/2014

TITRE : PROLONgATION DE La DUREE DE La CONVENTION N° 68473 PRISE AU PROFIT DU conseil general de l'Aisne.
         Valant avenant

Visa :
- vu la Charte de l'Environnement promulguée par la loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- vu le Code de l'Environnement,
- vu la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- vu le règlement intérieur du conseil d'administration de l'agence de l'eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- vu le Xème programme d'interventions 2013-2018 de l'agence de l'eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du conseil d'administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application de :
- la délibération de la commission permanente des interventions n° 09-l-014 du 10/03/2009 et de la décision n°14-D-026 du directeur général du 29/01/2014 relatives à l'opération faisant l'objet de la présente délibération et des délibérations générales qui y sont référencées.

Considérant que :
- par convention n°68473, notifiée le 05/06/2009, l'Agence a apporté au Conseil Général de l'Aisne une participation financière de 16 660,00 € sous forme de subvention (S 70%) pour un montant d'investissement financable de 23 800,00 € HT relatif à la réalisation des procédures de protection des captages de bohain en Vermandois,
- ladite convention, déjà prorogée de 2 ans, n'a fait l'objet d'aucun versement d'acompte,
- par courrier en date du 15 avril 2014, la collectivité nous a informés que la procédure de suivi des deux captages était au stade du passage au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques. Par conséquent, la collectivité ne sera pas en mesure de respecter les délais contractuels soit 3 ans après la date de notification (+ 2 ans suite à la première prolongation) et nous a sollicité une nouvelle fois pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du conseil d'administration, décide :

Article unique :

A titre exceptionnel, la convention n° 68473 est prolongée à nouveau pour une durée de 1 an, soit jusqu'au 05 juin 2015, reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le directeur général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,

[Signature]

Pierre [Nom]

Olivier THIBAULT
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° ALD 212 DU 23/05/2014

TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 85231 PRISE AU PROFIT DU SYNDICAT D’EAU DU DUNKERQUOIS.
VALANT AVENANT

VISA :
- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application de :
- la Délibération de la Commission Permanente des Interventions n° 11-I-008 du 18/02/2011 et de la décision n°12-D-405 du Directeur Général du 26/10/2012 relatives à l’opération faisant l’objet de la présente délibération et des délibérations générales qui y sont référencées.

Considérant que :
- par convention n°85231, notifiée le 17/06/2011, l’Agence a apporté au Syndicat de l’Eau du Dunkerquois une participation financière de 60 540,00 € sous forme de subvention (S 50%) pour un montant d’investissement financable de 121 080,65 € HT relatif à l’acquisition de connaissances complémentaires pour la modélisation (priorités 1 et 2) de l’hydro système sur le nord Audomarois,
- ladite convention a fait l’objet d’un versement d’acompte (50 % de la participation financière),
- par courrier en date du 22 avril 2014, la collectivité nous a informés que la mise en œuvre des diagraphies et essais de forages avaient été plus complexes que prévu et devrait pouvoir se terminer en période de basses eaux prochaines. Par conséquent, la collectivité n’est pas en mesure de respecter le délai contractuel, soit 3 ans après la date de notification, et nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 85231 est prolongée pour une durée de 1 an, soit jusqu’au 17 juin 2015, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’Ouvrage.

Le Directeur Général de l’Agence

Par délégation

Le Directeur Général Adjoint
Pierre MARIN

Olivier THIBAULT
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 85796 PRISE AU PROFIT DU SYNDICAT D’EAU DU DUNKERQUOIS.
VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,

En application de :

- la Délibération de la Commission Permanente des Intervention n° 11-I-025 du 27/05/2011 relative à l’opération faisant l’objet de la présente délibération et des délibérations générales qui y sont référencées.

Considérant que :

- par convention n°85796, notifiée le 06/10/2011, l’Agence a apporté au Syndicat de l’Eau du Dunkerquois une participation financière de 305 789,00 € sous forme de subvention (S 50%) pour un montant d’investissement finançable de 611 579,00 € HT relatif à l’acquisition de connaissances complémentaires pour la modélisation (priorités 3) de l’hydrosystème sur le nord Audomarois,
- ladite convention a fait l’objet d’un versement d’acompte (20 % de la participation financière),
- par courrier en date du 22 avril 2014, la collectivité nous a informés que la mise en œuvre des diagraphies et essais de forages avaient été plus complexe que prévu et devrait pouvoir se terminer en période de basses eaux prochaines. Par conséquent, la collectivité n’est pas en mesure de respecter le délai contractuel, soit 3 ans après la date de notification, et nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 85796 est prolongée pour une durée de 1 an, soit jusqu’au 06 octobre 2015, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d’Ouvrage.

Par délégation
Le Directeur Général Adjoint
Pierre MARIEN

Olivier THIBAULT
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° LU-D-2ly
DU 23/05/2021

TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N°842930 PRISE AU PROFIT DE LA COMMUNE DE SAILLY FLIBEAUCOURT.
VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’eau,

En application de :

- la Délibération de la Commission Permanente des Intervention n° 10-I-053 du 05/11/2010 relative à l’opération faisant l’objet de la présente délibération et des délibérations générales qui y sont référencées.

Considérant que :

- par convention n°84293, notifiée le 08/03/2011, l’Agence a apporté à la commune de Sailly Fliebeaucourt une participation financière de 35 000,00 € sous forme de subvention (50%) pour un montant d’investissement finançable de 70 000,00 € HT relatif à l’étude diagnostique du système d’assainissement communal,
- ladite convention n’a fait l’objet d’aucun versement d’acompte,
- par courrier en date du 06 avril 2014, la collectivité nous a informés que suite à un dysfonctionnement avec le bureau d'études en charges de l'opération, l'étude diagnostique avait pris beaucoup de retard et n'est toujours pas terminée. Par conséquent, la collectivité n'est pas en mesure de respecter le délai contractuel, soit 3 ans après la date de notification et nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 84293 est prolongée pour une durée de 1 an, soit jusqu’au 08 mars 2015, reportant le délai d’achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

[Signatures]

Olivier THIBAULT
TITRE : PROLONGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION N° 85053 PRISE AU PROFIT DU SIARB.

VALANT AVENANT

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Interventions 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application de :

- la Délibération de la Commission Permanente des Interventions n° 11-I-006 du 18/02/2011 relative à l'opération faisant l'objet de la présente délibération et des délibérations générales qui y sont référencées.

Considérant que :

- par convention n°85053, notifiée le 02/05/2011, l'Agence a apporté au SIARB une participation financière de 88 350,00 € sous forme de subvention (S20%) et d'avance (A30%) pour un montant d'investissement financable de 176 700,00 € HT relatif aux travaux d'amélioration du réseau d'assainissement Rue Gustave Michel (1ère partie) à Beuvraages (31 boîtes de branchement améliorées),
- ladite convention a fait l'objet d'un versement d'acompte (50 % de la participation financière),
- par courrier en date du 25 avril 2014, la collectivité nous a informés qu'elle n'est pas à ce jour en possession de l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au solde de cette participation. Par conséquent, la collectivité n'est pas en mesure de respecter le délai contractuel, soit 3 ans après la date de notification et nous a sollicités pour une prolongation de délai.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :

La convention n° 85053 est prolongée pour une durée de 1 an, soit jusqu'au 02 mai 2015, reportant le délai d'achèvement des opérations à cette même date.

Une copie de la présente décision, valant avenant à la convention précitée, sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

__________________
Olivier THIBAULT

Le Directeur Général

Pierre MARTIN

Page n° 1/1

15245
TITRE : PROTECTION DE LA RESSOURCE ACQUISITIONS FONCIERES

BUSSU

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19/10/2012 en portant approbation,

En application de :
- la délibération n° 07-A-055 du Conseil d'Administration du 29/06/2007 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision et des délibérations générales qui y sont référencées,

Considérant que :
- par convention n° 62019, l'Agence a accordé une participation financière à la mairie de Bussu concernant l'acquisition d’une partie de la parcelle Z32 à Bussu ;
- malgré de nombreuses relances, les services techniques de l'Agence n'ont pu obtenir les pièces nécessaires au solde du dossier,
- par courrier du 28 novembre 2013, l'Agence a informé la collectivité que compte tenu de l'ancienneté de la convention et des impératifs de gestion financière de l'Agence, la convention était annulée et qu'elle disposait d'un délai de 2 mois pour saisir le tribunal administratif ;
- ce courrier n'a fait l'objet d'aucune remarque de la collectivité.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence annule la participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant du dégagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>- 953,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant total</td>
<td>- 953,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des dégagements est imputé sur la ligne de Programme 9232.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>HT/HTC</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
</tr>
<tr>
<td>62019.02</td>
<td>BUSSU</td>
<td>Annulation de l'opération</td>
<td>BUSSU.</td>
<td>HT</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>-1 907,08</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* S : Subvention
TITRE : PROROGATION DU DELAI D'ACHEVEMENT ET DE PRESENTATION DES PIECES JUSTIFICATIVES POUR LA CONVENTION N° 82008.
VALANT AVENANT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adopté par délibération n° 12-A-019 du 27 septembre 2012,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 12-A-052 du Conseil d'Administration du 19 octobre 2012 en portant approbation,

En application :
- de la délibération de la Commission des Interventions n° 10-I-030 du 04 juin 2010 relative à l'opération faisant l'objet de la présente décision et des délibérations générales qui y sont référencées.

Considérant que :
- par convention n° 82008, notifiée le 29/07/2010, l'Agence a accordé au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Valenciennes (SIAV), une participation financière de 100 000 € sous forme d'une subvention (S20%) et d'une Avance (A30%) pour un montant finançable de 200 000 € HT pour les branchements sous domaine public sur Valenciennes et son agglomération ;
- la demande de solde de l'opération est parvenue à l'Agence de l'Eau le 29/07/2013 ;
- le solde de l'opération, au vu de l'état récapitulatif, mentionne une date d'achèvement au 31/12/2011.
  Suite à de nombreux échanges avec la collectivité, l'ensemble des pièces justificatives ayant été transmis et après contrôle par le service technique, l'Agence de l'Eau accepte de payer le solde de la participation financière ;
- le délai d'achèvement et présentation des pièces justificatives est dépassé.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article unique :
Le délai d'achèvement de l'opération et de présentation des pièces justificatives, fixé par la convention n°82008, est prorogé jusqu'au 13/06/2014.

[Signature]

Olivier THIBAULT
TITRE : ANNULATION CONVENTIONNEMENT DÉCHETS

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-172 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 9ème Programme d'Intervention 2007-2012 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 06-A-114 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 en portant approbation,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d'Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 11-A-016 du Conseil d'Administration du 24 juin 2011 relative à l'élimination des déchets dangereux en quantités dispersées susceptibles de polluer les eaux,

considérant que :
- Par décisions du Directeur Général n° 07-D-054 et 08-D-134, l'Agence de l'Eau a notifié les conventionnements de centres pour l'élimination des déchets,
- Aucune suite ne fut donné à ces conventionnements par les maîtres d'ouvrages concernés.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence annule les conventionnements des centres repris en annexe de la présente décision.

W

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
# ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 218 DU 26/05/2014

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant finançable</th>
<th>Plafonné</th>
<th>Nature</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>61955.01</td>
<td>BARBIER-GALOIS</td>
<td>ANNUULATION DU DOSSIER</td>
<td>59 - SIN LE NOBLE</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>61957.01</td>
<td>MALAQUIN</td>
<td>ANNUULATION DU DOSSIER</td>
<td>59 - ST AMAND LES EAUX</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>61958.01</td>
<td>SOCIETE SCORI</td>
<td>ANNUULATION DU DOSSIER</td>
<td>78 - PLAISIR</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>61959.01</td>
<td>BENNES TRANSPORTS SERVICES</td>
<td>ANNUULATION DU DOSSIER</td>
<td>59 - HAUBOURDIN</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>61962.01</td>
<td>THEYS</td>
<td>ANNUULATION DU DOSSIER</td>
<td>59 - WAZIERS</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>61968.01</td>
<td>DEGRAVE ET MARCANT ASSAINISSEMENT</td>
<td>ANNUULATION DU DOSSIER</td>
<td>59 - TOURCOING</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>61968.01</td>
<td>LE CAMION BLANC YM LEPAN</td>
<td>ANNUULATION DU DOSSIER</td>
<td>80 - AULT</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Localisation</td>
<td>Montant prévisionnel</td>
<td>Montant éligible</td>
<td>Montant financement</td>
<td>Période</td>
<td>Nature</td>
<td>Taux ou forfait</td>
<td>Montant maximal</td>
<td>Garantie financière</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>--------------------------</td>
<td>-----------------------</td>
<td>--------------</td>
<td>----------------------</td>
<td>------------------</td>
<td>---------------------</td>
<td>---------</td>
<td>-------</td>
<td>----------------</td>
<td>-----------------</td>
<td>-------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>61996.01</td>
<td>SITA NORMANDIE PICARDIE</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER</td>
<td>80 - AMIENS</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>61892.01</td>
<td>VIDAM</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER</td>
<td>60 - AMIENS</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>63857.01</td>
<td>GIBERT RECYCLAGE</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER</td>
<td>62 - BETHUNE</td>
<td>HT</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>S</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>
TITRE : ASSISTANCE TECHNIQUE AUX INDUSTRIELS

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 9ème Programme d'Intervention 2007-2012 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 06-A-114 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 en portant approbation,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d'Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 06-A-128 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 relative au conseil à l'exploitation des ouvrages privés de lutte contre la pollution.
Considérant que :
- Par décisions du Directeur Général n°s 07-D-036, 07-D-063, 07-D-091, 07-D-269, l'Agence de l'Eau a notifié les conventionnements d'organismes pour le conseil en exploitation,
- Aucune suite ne fut donné à ces conventionnements par les maîtres d'ouvrages concernés.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :
L'Agence annule les conventionnements des centres repris en annexe de la présente décision.

[Signature]

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>61406.01</td>
<td>GALYS</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER - Agrément d'un organisme de conseil à l'exploitation des ouvrages d'épuration industriels pour le 3ème programme (2007-2012).</td>
<td>HT 0 0 0 0</td>
<td>S 0 0</td>
</tr>
<tr>
<td>61408.01</td>
<td>PRHYSE</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER - Agrément d'un organisme de conseil à l'exploitation des ouvrages d'épuration industriels pour le 3ème programme (2007-2012).</td>
<td>HT 0 0 0 0</td>
<td>S 0 0</td>
</tr>
<tr>
<td>61846.01</td>
<td>ACTEA ENVIRONNEMENT</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER - Agrément d'un organisme de conseil à l'exploitation des ouvrages d'épuration industriels pour le 3ème programme (2007-2012).</td>
<td>HT 0 0 0 0</td>
<td>S 0 0</td>
</tr>
<tr>
<td>61717.01</td>
<td>INSTITUT EUROPEEN DE L' ENVIRONNEMENT DE BORDEAUX</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER - Agrément d'un organisme de conseil à l'exploitation des ouvrages d'épuration industriels pour le 3ème programme (2007-2012).</td>
<td>HT 0 0 0 0</td>
<td>S 0 0</td>
</tr>
<tr>
<td>61718.01</td>
<td>L'YONNAISE DES EAUX FRANCE</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER - Agrément d'un organisme de conseil à l'exploitation des ouvrages d'épuration industriels pour le 3ème programme (2007-2012).</td>
<td>HT 0 0 0 0</td>
<td>S 0 0</td>
</tr>
<tr>
<td>61719.01</td>
<td>SOCIETE DES EAUX DU NORD</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER - Agrément d'un organisme de conseil à l'exploitation des ouvrages d'épuration industriels pour le 3ème programme (2007-2012).</td>
<td>HT 0 0 0 0</td>
<td>S 0 0</td>
</tr>
<tr>
<td>N° de dossier</td>
<td>Nom du maître d'ouvrage</td>
<td>Opérations</td>
<td>Montant prévisionnel de l'opération (€)</td>
<td>Participation financière (€)</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>---------------------------------</td>
<td>----------------------------------------------------------------------------</td>
<td>----------------------------------------</td>
<td>----------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>61720.01</td>
<td>EAU DE CALAIS EAU ET FORCE</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER - Agrément d'un organisme de conseil à l'exploitation des ouvrages d'épuration industriels pour le 8ème programme (2007-2012)</td>
<td>HT 0 0 0 0</td>
<td>S 0 0</td>
</tr>
<tr>
<td>82105.01</td>
<td>EURL JULES TESSE</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER - Agrément d'un organisme de conseil à l'exploitation des ouvrages d'épuration industriels pour le 8ème programme (2007-2012)</td>
<td>HT 0 0 0 0</td>
<td>S 0 0</td>
</tr>
<tr>
<td>64893.01</td>
<td>ASTRADEC</td>
<td>ANNULATION DU DOSSIER - Agrément d'un organisme de conseil à l'exploitation des ouvrages d'épuration industriels pour le 8ème programme (2007-2012).</td>
<td>HT 0 0 0 0</td>
<td>S 0 0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td>0 0 0 0 0</td>
<td>0 0 0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

S : Subvention
DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 220 DU 26/05/2014
VALANT AVENANT AUX CONVENTIONS

TITRE : ENTRETIEN ECOLOGIQUE

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le 9ème Programme d'Intervention 2007-2012 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et la délibération n° 06-A-114 du Conseil d'Administration du 8 décembre 2006 en portant approbation,
- Vu la délibération n° 07-A-077 du Conseil d'Administration du 26 octobre 2007 fixant les modalités générales d'interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 10-A-027 du Conseil d'Administration du 15 octobre 2010 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la demande présentée par le Maître d'ouvrage,
- Vu la décision n°11-I-030 de la Commission Permanente des Interventions du 27 mai 2011 relative aux opérations faisant l'objet des conventions n° 85863 et 85864,

Considérant que :
- par conventions n° 85863 et n° 85864, notifiées le 6 septembre 2011, l'Agence de l'Eau a décidé d'apporter une participation financière à l'UNION DES SYNDICATS D'ASSAINISSEMENT DU NORD (USAN), pour la réalisation des plans de gestion écologiques du Bassin de l'Yser (convention n° 85863), et de la Grande Becque, de la Borre Becque et de la Plate Becque (convention n° 85864) ;
- suite à la fusion intercommunale le 1er janvier 2014, un avenant de modification de dénomination du Maître d'ouvrage, intitulé désormais l'UNION SYNDICALE D'AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE DU NORD (USAHN) a été effectué le 16 mai 2014 ;
- ces 2 conventions ont fait l'objet d'un versement d'acompte de 50% du montant maximal de la participation financière ;
- par courrier parvenu à l'Agence le 5 mai 2014, le Maître d'ouvrage nous informe de difficultés rencontrées pour mener à bien les opérations dans les temps impartis en raison des contraintes administratives liées aux procédures préalables à l'obtention des arrêtés préfectoraux de DIG et DLE nécessaires à l'achèvement des plans de gestion écologiques. Il sollicite donc l'Agence de l'Eau pour obtenir une prorogation du délai d'exécution de l'opération de 18 mois minimum pour chaque convention ;
- le service technique concourt de ces difficultés d'instruction, propose de proroger de 2 ans le délai d'exécution des opérations pour permettre au Maître d'ouvrage de finaliser les opérations.

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :
La date d'achèvement de l'opération est reportée de 2 années, fixant ainsi le délai d'exécution des opérations à 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur des conventions n° 85863 et 85864, soit le 5 septembre 2016.

Article 2 :
Les autres articles des conventions n° 85863 et 85864 restent inchangés.

La présente décision, notifiée au Maître d'ouvrage, est immédiatement applicable.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT

Page n° 1/2
## ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° AM-2.0

**AGENCE DE L’EAU ARTOIS-PICARDIE**

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>85803.01</td>
<td>UNION SYNDICALE D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DU NORD</td>
<td>Plan de gestion écologique (entretien et restauration) du bassin versant de l'Yser, pour un linéaire de 152,35 kms de cours d'eau.</td>
<td>Montant HT/TTC 0, Montant éligible 0, Montant finançable 0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>85804.01</td>
<td>UNION SYNDICALE D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DU NORD</td>
<td>Plans de gestion écologiques (entretien et restauration) de la Grande Becque de Saint Jans Cappel, de la Borne Becque et de la Plante Becque, pour un linéaire global de 144,5 kms de cours d'eau.</td>
<td>Montant HT/TTC 0, Montant éligible 0, Montant finançable 0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

| Montant HT/TTC | Montant éligible | Montant finançable | 0 | 0 |

---

15249

Page n° 2/2
TITRE : INFO COMM EDUC ENVIRONNEMENT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu la délibération n° 12-A-047 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à l'information, communication et éducation à l'environnement,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Considérant que ...

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>8 500,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant total</td>
<td>8 500,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X341.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° A4-D-224
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 12-A-047 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à l'information, communication et éducation à l'environnement,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10064.00</td>
<td>VALENCIENNES CANOE KAYAC</td>
<td>PROGRAMME ANNUEL 2014 &quot;TOUS ENSEMBLE POUR L'AVENIR DE L'ESCAUT&quot;</td>
<td>SECTEUR DE VALENCIENNES ET ESCAUT</td>
<td>TTC 46 000</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td>8 500.00</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur place ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai, l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne peut être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14.3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté. Conditions techniques :

L'association VALK a proposé un programme "Tous ensemble pour l'avenir de l'Escaut" visant à faire connaître les particularités écologiques de l'Escaut auprès de la jeunesse à l'aide de la préparation de la jeunesse à la gouvernance de l'eau.

Pour mener à bien ce programme, outre la participation et la mobilisation des jeunes pour les séances du PJE et de PJ Escaut, l'association propose d'organiser différentes manifestations au cours desquelles les "parlementaires" et l'animation de l'agence seront mis en valeur. Les actions menées en 2013 seront renforcées par un nouveau programme : Ch'tite PADDLE, opérations nettoyage de plans d'eau, organisation de la fête de la nature, actions spécifiques pour les jeunes des ZUS.

L'événement phare de 2014 est l'accueil du championnat de France de Canoë Kayak (700 sports participants) à Gravelines du 18 au 22 juillet. Le VALK propose d'inscrire un stand "jeunesse et eau", d'organiser des ateliers d'analyse de l'eau et un parcours de découverte en CK aux couleurs du PJE.

L'agence sera présente sur tous les supports de communication et sera invitée aux opérations officielles organisées en présence des élus, des représentants des ministères chargés de la jeunesse, du sport et de l'écologie et de la presse.

À l'issue du projet, l'association fera parvenir à l'agence de l'eau, une demande officielle de versement de subvention, un bilan complet du projet avec photos, voire articles de presse et un récapitulatif des dépenses effectuées pour sa mise en œuvre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAUT
TITRE : RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>3 dossiers d'interventions</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X120.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

OLIVIER THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>No de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant financement</th>
<th>Nature</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10445.00</td>
<td>LUCHEUX</td>
<td>Dossier loi sur l'Eau et études de faisabilité pour la mise à niveau du système d'assainissement.</td>
<td>LUCHEUX</td>
<td>HT 34 300</td>
<td>34 300</td>
<td>12 700</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td>6 350</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19685.00</td>
<td>BOUZINCOURT</td>
<td>Étude générale de programmation préalable à la mise en place de l'assainissement collectif.</td>
<td>BOUZINCOURT.</td>
<td>HT 31 000</td>
<td>31 000</td>
<td>31 000</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td>15 500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19735.00</td>
<td>COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE SOMME</td>
<td>Études préalables à la création de l'assainissement collectif.</td>
<td>Hamelet</td>
<td>HT 30 000</td>
<td>30 000</td>
<td>30 000</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td>15 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td>95 300,00</td>
<td>95 300,00</td>
<td>73 700,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>36 850,00</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

S : Subvention
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 14-D-222
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION DU 27/05/2014

- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,

BENEFICIAIRE : 02140- LUCHEUX
MAIRIE
2 RUE JEAN BAPTISTE DELECOY
80600 LUCHEUX
SIRET : 21800470300011
Représentant légal : Michel DUHAUTOY, Maire

DOSSIER : 19445.00

TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES

Définition :
Dossier loi sur l'Eau et études de faisabilité pour la remise à niveau du système d'assainissement.

Localisation :
LUCHEUX

Eléments caractéristiques :

ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Etudes</td>
<td>34 300,00</td>
<td>HT</td>
<td>34 300,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>34 300,00</td>
<td></td>
<td>34 300,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel finançable (€)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S</td>
<td>12 700,00</td>
<td>O</td>
<td>50,00</td>
<td>6 350,00</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>6 350,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant de la participation financière maximale : SIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE EUROS

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D'OUVRAGE

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.
Le Maître d'Ouvrage s'engage à produire les rapports intermédiaires de chacune des phase de l'étude, ainsi qu'un rapport de fin d'étude et une synthèse finale.
TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR DE L’ACTE D’ATTRIBUTION
L’entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d’attribution par l’Agence au Maître d’ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D’EXECUTION
Le Maître d’ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d’attribution sans autorisation préalable de l’Agence. Le Maître d’ouvrage doit informer l’Agence de toute modification de statut ou d’adresse le concernant ; en fonction, l’Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. A défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l’Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS
L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l’exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS
Le Maître d’Ouvrage s’engage à fournir à l’Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l’Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisées dans le cadre des opérations financées. L’Agence s’engage à maintenir confidentielles les informations signalées aux termes du Maître d’Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l’exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS
Le Maître d’ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. A défaut, l’acte d’attribution peut être résilié par décision unilatérale de l’Agence, après mise en demeure.

ARTICLE 10 : DELAI D’ACHEVEMENT DES OPERATIONS
Le Maître d’ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l’Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITES DE PAIEMENT
Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d’Ouvrage n’a pas payé toutes les sommes dues à l’Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.

Les versements sont effectués sur présentation par le maître d’ouvrage d’un Relevé d’Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n’est pas procédé à un versement d’acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état d’avancement, précisant la date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant d’une réalisation d’au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les opérations dont le déroulement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d’attribution, chaque tranche d’opérations fera l’objet d’un paiement unique sous forme d’acompte à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l’identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général définitif pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d’Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d’Ouvrage). L’Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d’un certificat administratif établi par les services de l’Agence et visé par l’ordonnateur de l’Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D’ENTRETIEN
Le Maître d’ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES
Les litiges qui peuvent intervenir à l’occasion de l’application du présent acte d’attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 14-D-222
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION DU 23/05/2014

- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,

BENEFICIAIRE : 01794- BOUZINCOURT
MAIRIE
39 PLACE DE LA MAIRIE
80300 BOUZINCOURT
SIRET : 21800122000019
Représentant légal : LETESSE Michel, Maire

DOSSIER : 19685.00

TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES

Définition :
Etude générale de programmation préalable à la mise en place de l'assainissement collectif.

Localisation :
BOUZINCOURT.

Eléments caractéristiques :
- Réalisation des levés topographiques sur l'ensemble de la commune (tranche ferme).
- Réalisation des études géotechniques (mission G11).
- Approche des contraintes parcellaires par questionnaire.
- Assistance au maître d'ouvrage pour la réalisation des missions sus-nommées et la définition du programme d'assainissement.

ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Etude générale de programmation préalable à la mise en place de l'assainissement collectif.</td>
<td>31 000,00</td>
<td>HT</td>
<td>31 000,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total : 31 000,00

ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel finansable (€)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S</td>
<td>31 000,00</td>
<td>N</td>
<td>Taux ou forfait Montant maximal</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>50,00 15 500,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
<td>15 500,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant de la participation financière maximale : QUINZE MILLE CINQ CENT EUROS

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D'OUVRAGE

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence de l'Eau :
- les rapports intermédiaires et le rapport final de l'étude sous format papier et informatique,
- les comptes-rendus de réunion.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à inviter l'Agence à toutes les réunions de suivi et de présentation aux élus de l'étude. En cas de participations financières complémentaires de l'Etat et/ou du département, la Collectivité s'engage à en informer l'Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements.

La participation financière de l'Agence reprise à la présente convention est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur.
TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACTE D'ATTRIBUTION
L'entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d'attribution par l'Agence au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION
Le Maître d'ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d'attribution sans autorisation préalable de l'Agence. Le Maître d'ouvrage doit informer l'Agence de toute modification de statut ou d'adresse le concernant ; en fonction, l'Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. À défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l'Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS
L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l'exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l'Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisées dans le cadre des opérations financées. L'Agence s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d'Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l'exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'acte d'attribution peut être résilié par décision unilatérale de l'Agence, après mise en demeure.

ARTICLE 10 : DELAI D'ACHEVEMENT DES OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l'Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAIEMENT
Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d'Ouvrage n'a pas payé toutes les sommes dues à l'Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.

Les versements sont effectués sur présentation par le maître d'ouvrage d'un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n'est pas procédé à un versement d'acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état d'avancement, précisant la date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant d'une réalisation d'au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les opérations dont le déroulement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d'attribution, chaque tranche d'opérations sera l'objet d'un paiement unique sous forme d'acompte à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l'identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général définitif pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d'Ouvrage et conforme à sa comptabilité. Il est signé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d'Ouvrage). L'Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d'un certificat administratif établi par les services de l'Agence et visé par l'ordonnateur de l'Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D'ENTRETIEN
Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES
Les litiges qui peuvent intervenir à l'occasion de l'application du présent acte d'attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° VALANT ACTE D'ATTRIBUTION 14-D-222

- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,

**BENEFICIAIRE :**
A0128- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE SOMME
SITE ENCLOS DE L'ABBAYE
31 TER RUE GAMBETTA
BP 63
80800 CORBIE

**DOSSIER :** 19735.00

**SIRET :** 24800049900025

**Représentant légal :** A.BABAUT, PRESIDENT

**TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES**

**ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES**

**Définition :**
Etudes préalables à la création de l'assainissement collectif

**Localisation :**
Hamelet

**Eléments caractéristiques :**
Etudes topographiques  Etudes géotechniques  Elaboration du programme de travaux

**ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Etude préalable à la mise en place de l'assainissement collectif</td>
<td>30000,00</td>
<td>HT</td>
<td>30 000,00</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>30 000,00</strong></td>
<td><strong>30 000,00</strong></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel finançable (€)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S</td>
<td>30 000,00</td>
<td>N</td>
<td>50,00</td>
<td>15 000,00</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>30 000,00</strong></td>
<td><strong>N</strong></td>
<td><strong>50,00</strong></td>
<td><strong>15 000,00</strong></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Montant de la participation financière maximale : QUINZE MILLE EUROS**

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D'OUVRAGE**

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence de l'Eau :
- les rapports intermédiaires et le rapport final de l'étude sous format papier et informatique,
- les comptes-rendus de réunion.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à inviter l'Agence à toutes les réunions de suivi et de présentation aux élus de l'étude.

En cas de participations financières complémentaires de l'Etat et/ou du département, la Collectivité s'engage à en informer l'Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements.

La participation financière de l'Agence reprise à la présente convention est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur.
TIETE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACTE D'ATTRIBUTION
L'entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d'attribution par l'Agence au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION
Le Maître d'ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d'attribution sans autorisation préalable de l'Agence. Le Maître d'ouvrage doit informer l'Agence de toute modification de statut ou d'adresse le concernant ; en fonction, l'Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. À défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l'Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS
L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l'exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l'Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisées dans le cadre des opérations financées.
L'Agence s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d'Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l'exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'acte d'attribution peut être resilie par décision unilatérale de l'Agence, après mise en demeure.

ARTICLE 10 : DELAI D'ACHEVEMENT DES OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l'Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAIEMENT
Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d'Ouvrage n'a pas payé toutes les sommes dues à l'Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.

Les versements sont effectués sur présentation par le maître d'ouvrage d'un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n'est pas procédé à un versement d'acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état d’avancement, précisant la date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant d'une réalisation d'au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les opérations dont le déroulement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d'attribution, chaque tranche d'opérations sera l'objet d'un paiement unique sous forme d'acompte à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l'identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général définitif pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d'Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d'Ouvrage). L'Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d'un certificat administratif établi par les services de l'Agence et visé par l'ordonnateur de l'Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D'ENTRETIEN
Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abatement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES
Les litiges qui peuvent intervenir à l'occasion de l'application du présent acte d'attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
TITRE : RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu la délibération n° 13-A-060 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>5 dossiers d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>37 500,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td>48 100,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td>85 600,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Montant total</td>
<td>85 600,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X120.

[Signature]

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
## ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 14-D-223

**DU 27/05/2014**

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel (€)</th>
<th>Montant éligible (€)</th>
<th>Montant finançable (€)</th>
<th>Pratiqué</th>
<th>Nature</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal (€)</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>16825.00</td>
<td>COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE</td>
<td>Réseau Extension</td>
<td>TOURCOING : Rue Louis Blériot</td>
<td>HT 58 000</td>
<td>58 000</td>
<td>58 000</td>
<td>A 1+20</td>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>14 500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>16854.00</td>
<td>COMMUNAUTE D' AGGLOMERATION DE SAINT OMER</td>
<td>Travaux d'extension de Réseaux de collecte</td>
<td>HELFAUT : Rue du Mont à Cars</td>
<td>HT 30 000</td>
<td>30 000</td>
<td>18 000</td>
<td>A 1+20</td>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>4 500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19867.00</td>
<td>CONTY</td>
<td>Extension de collecte des eaux usées</td>
<td>CONTY : rue de Luzières.</td>
<td>HT 93 600</td>
<td>30 000</td>
<td>30 000</td>
<td>S</td>
<td>A 1+20</td>
<td>15</td>
<td>4 500</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19824.00</td>
<td>SIVOM DE LA REGION D'ETAPLES</td>
<td>Travaux d'extension de réseaux de collecte</td>
<td>MERLIMONT : Rue de brinville</td>
<td>HT 60 000</td>
<td>48 000</td>
<td>48 000</td>
<td>S</td>
<td>A 1+20</td>
<td>15</td>
<td>7 200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19946.00</td>
<td>COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DU DOUAISIS</td>
<td>Réseau Extension</td>
<td>ARLEUX : Chemin de Halage</td>
<td>HT 90 000</td>
<td>90 000</td>
<td>24 000</td>
<td>A 1+20</td>
<td>S</td>
<td>15</td>
<td>7 200</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>331 600,00</td>
<td>256 000,00</td>
<td>178 000,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>85 600,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

A 1+20 : Avance en 20 ans après 1 an de différé  
S : Subvention  
S /UR : Subvention solidarité urbain/rural
TITRE : REHABILITATION RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>6 dossiers d'interventions</th>
<th>Montant cumulé sous forme de subvention</th>
<th>65 930,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d'avance remboursable</td>
<td>Montant total</td>
<td>65 930,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X122.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant finançable</th>
<th>Prêté</th>
<th>Nature</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1970.00</td>
<td>BUSIGNY</td>
<td>Etude complémentaire inspections télévisées et tests à la fumée</td>
<td>BUSIGNY</td>
<td>HT 12 800</td>
<td>12 800</td>
<td>12 800</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td>6 400</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1977.00</td>
<td>SICOM ASSAINISSEMENT</td>
<td>Etude complémentaire du fonctionnement des réseaux par temps de pluie</td>
<td>ESCAUDAIN</td>
<td>HT 55 160</td>
<td>55 160</td>
<td>55 160</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td>27 580</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1984.00</td>
<td>ECQUES</td>
<td>Etude pour la réduction des eaux claires parasites</td>
<td>ECQUES</td>
<td>HT 13 800</td>
<td>13 800</td>
<td>13 800</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td>6 900</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1985.00</td>
<td>COMMUNAUTE D' AGGLOMERATION DE SAINT OMER</td>
<td>Réalisation étude diagnostique des réseaux</td>
<td>HELFAUT : Contrôle des réseaux Hameau de Bliques, rues d'Helfaut, de l'école et du comel</td>
<td>HT 11 300</td>
<td>11 300</td>
<td>11 300</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td>5 850</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1986.00</td>
<td>LE QUESNOY</td>
<td>Etude de profil de baignade</td>
<td>LE QUESNOY : Etang du Pon Rouge</td>
<td>HT 4 800</td>
<td>4 800</td>
<td>4 800</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td>2 400</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1988.00</td>
<td>ETAPLES</td>
<td>Réalisation d'une étude diagnostique de la conformité des branchements.</td>
<td>ETAPLES : Contrôle des branchements des particuliers (phase 4)</td>
<td>HT 34 000</td>
<td>34 000</td>
<td>34 000</td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td></td>
<td>17 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>131 860,00</td>
<td>131 860,00</td>
<td>131 860,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>65 830,00</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

S : Subvention
- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,

**BENEFICIAIRE :** 00232- BUSIGNY

MAIRIE
39 RUE PASTEUR
59137 BUSIGNY

**SIRET :** 21590118200018

Représentant légal : Christian PECQUEUX, Maire

**DOSSIER :** 19780.00

**TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES**

**ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES**

**Définition :**
Etude complémentaire Inspections télévisées et tests à la fumée

**Localisation :**
BUSIGNY

**Eléments caractéristiques :**
La présente étude prévoit la réalisation d'une campagne d'inspections télévisées dans diverses rues de la commune pour un linéaire total de 2365 ml. Les tests à la fumée seront, quant à eux, réalisés rue du Calvaire sur un linéaire de 445 ml.

**ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Etude complémentaire Inspections télévisées et tests à la fumée</td>
<td>12 800,00</td>
<td>HT</td>
<td>12 800,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>12 800,00</td>
<td></td>
<td>12 800,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel financaible (€)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Taux ou forfait</td>
<td>Montant maximal</td>
</tr>
<tr>
<td>S</td>
<td>12 800,00</td>
<td>N</td>
<td>50,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant de la participation financière maximale : SIX MILLE QUATRE CENT EUROS

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D'OUVRAJE**

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence de l'Eau :
- les rapports intermédiaires et le rapport final de l'étude sous format papier et informatique,
- les comptes-rendus de réunion.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à inviter l'Agence à toutes les réunions de suivi et de présentation aux élus de l'étude.

En cas de participations financières complémentaires de l'Etat et/ou du département,

la Collectivité s'engage à en informer l'Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements. La participation financière de l'Agence reprise à la présente convention est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur.
TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR DE L’ACTE D’ATTRIBUTION

L’entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d’attribution par l’Agence au Maître d’ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D’EXECUTION

Le Maître d’ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d’attribution sans autorisation préalable de l’Agence. Le Maître d’ouvrage doit informer l’Agence de toute modification de statut ou d’adresse le concernant ; en fonction, l’Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. À défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l’Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS

L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financier. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l’exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS

Le Maître d’Ouvrage s’engage à fournir à l’Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l’Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisés dans le cadre des opérations financées. L’Agence s’engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d’Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l’exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS

Le Maître d’Ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. À défaut, l’acte d’attribution peut être résilié par décision unilatérale de l’Agence, après mise en demeure.

ARTICLE 10 : DELAI D’ACHEVEMENT DES OPERATIONS

Le Maître d’Ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l’Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAIEMENT

Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d’Ouvrage n’a pas payé toutes les sommes dues à l’Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.

Les versements sont effectués sur présentation par le maître d’ouvrage d’un Relevé d’Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n’est pas procédé à un versement d’acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état d’avancement, précisant la date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant d’une réalisation d’au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les opérations dont le déroulement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d’attribution, chaque tranche d’opérations sera l’objet d’un paiement unique sous forme d’acompte à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l’identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général définitif pour les marchés publics de travaux, de nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d’Ouvrage et conforme à sa comptabilité. Il est signé par le Maître d’Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d’Ouvrage). L’Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d’un certificat administratif établi par les services de l’Agence et visé par l’ordonnateur de l’Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D’ENTRETIEN

Le Maître d’ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence des leur mise en service, et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abatement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES

Les litiges qui peuvent intervenir à l’occasion de l’application du présent acte d’attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT

DT/01/01/2013 / E17/04/2014  Page n° 2/2
AGENCE DE L’EAU
ARTOIS-PICARDIE

ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° VALANT ACTE D’ATTRIBUTION

- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d’Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d’assainissement des collectivités territoriales et son annexe,

BENEFICIAIRE : 10331- SICOM ASSAINISSEMENT EVACUATION DES EAUX
118 BIS RUE DE VILLARS
BP 80324
59723 DENAIN CEDEX
SIRET : 25590118300012
Représentant légal : Daniel COTTON, Président

DOSSIER : 19797.00

TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES

Définition :
Etude complémentaire du fonctionnement des réseaux par temps de pluie

Localisation :
ESCAUDAIN

Eléments caractéristiques :
La présente étude projetée de réaliser une analyse des solutions envisageables pour améliorer et fiabiliser le transfert des eaux usées de temps de pluie vers l’ouvrage d’épuration. Elle vise à confirmer le dimensionnement des ouvrages hydrauliques envisagés et à valider la faisabilité de leur alimentation. Elle comportera deux phases principales : d’une part, les études préliminaires et d’autre part, les études de faisabilité pour chacun des ouvrages hydrauliques projetés.

ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Etude complémentaire du fonctionnement des réseaux par temps de pluie</td>
<td>55 160,00</td>
<td>HT</td>
<td>55 160,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>55 160,00</td>
<td></td>
<td>55 160,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel finançable (€)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Montant maximal</td>
<td>Taux ou forfait</td>
<td>Montant maximal</td>
</tr>
<tr>
<td>S</td>
<td>55 160,00</td>
<td>N</td>
<td>50,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>55 160,00</td>
<td></td>
<td>27 560,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant de la participation financière maximale : VINGT SEPT MILLIE CINQ CENT QUATRE-VINGT EUROS

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D’OUVRAGE

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d’Ouvrage s’engage à fournir à l’Agence de l’Eau :
- les rapports intermédiaires et le rapport final de l’étude sous format papier et informatique,
- les comptes-rendus de réunion.

Le Maître d’Ouvrage s’engage à inviter l’Agence à toutes les réunions de suivi et de présentation aux élus de l’étude. En cas de participations financières complémentaires de l’Etat et/ou du département, la Collectivité s’engage à en informer l’Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements. La participation financière de l’Agence reprise à la présente convention est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur.
TITRE II - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACTE D'ATTRAITION

L'entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d'attribution par l'Agence au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

Le Maître d'ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d'attribution sans autorisation préalable de l'Agence. Le Maître d'ouvrage doit informer l'Agence de toute modification de statut ou d'adresse le concernant ; en fonction, l'Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. À défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l'Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS

L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financier. Cette vérification peut être réalisée sur place ou sur pièces, lors de l'exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS

Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autoriser l'Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisées dans le cadre des opérations financées.

L'Agence s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d'Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l'exception des données relatives aux jets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS

Le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'acte d'attribution peut être résilié par décision unilatérale de l'Agence, après mise en demeure.

ARTICLE 10 : DELAI D'ACHEVEMENT DES OPERATIONS

Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières du titre I. Au-delà de ce délai, l'Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAILLEMENT

Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d'Ouvrage n'a pas payé toutes les sommes dues à l'Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.

Les versements sont effectués sur présentation par le maître d'ouvrage d'un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n'est pas procédé à un versement d'acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état d'avancement, précisant la date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant d'une réalisation d'au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les participations dont le découlement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d'attribution, chaque tranche d'opérations fera l'objet d'un paiement unique sous forme d'acompte à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l'identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général définitif pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d'Ouvrage et conforme à sa comptabilité. Il est signé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d'Ouvrage). L'Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d'un certificat administratif établi par les services de l'Agence et visé par l'ordonnateur de l'Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D'ENTRETIEN

Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES

Les litiges qui peuvent intervenir à l'occasion de l'application du présent acte d'attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE

ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 14-224
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION DU 23/05/2014

- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,

BENEFICIAIRE : 01057- ECQUES
MAIRIE
31 PLACE ECQUES
62129 ECQUES
SIRET : 21620286700016
Représentant légal : Yves BERTIN, Maire

DOSSIER : 19843.00

TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES

Définition :
Etude pour la réduction des eaux claires parasites

Localisation :
ECQUES

Eléments caractéristiques :
La prestation consiste en la pose de 19 points de mesures (débit et NH4+). Le nombre est justifié par la nature des réseaux constituée de nombreux postes de refoulement. La campagne sera réalisée en nappe haute.

ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Etude pour la réduction des eaux claires parasites</td>
<td>13 800,00</td>
<td>HT</td>
<td>13 800,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>13 800,00</td>
<td></td>
<td>13 800,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel finançable (€)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S</td>
<td>13 800,00</td>
<td>N</td>
<td>50,00</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Total</td>
<td></td>
<td>6 900,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant de la participation financière maximale : SIX MILLE NEUF CENT EUROS

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D'OUVRAGE

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence de l'Eau :
- les rapports intermédiaires et le rapport final de l'étude sous format papier et informatique,
- les comptes-rendus de réunion.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à inviter l'Agence à toutes les réunions de suivi et de présentation aux élus de l'étude. En cas de participations financières complémentaires de l'Etat et/ou du département, la Collectivité s'engage à en informer l'Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements. La participation financière de l'Agence reprise à la présente convention est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur.
ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR DE L’ACTE D’ATTRIBUTION

L’entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d’attribution par l’Agence au Maître d’ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D’EXECUTION

Le Maître d’ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d’attribution sans autorisation préalable de l’Agence. Le Maître d’ouvrage doit informer l’Agence de toute modification de statut ou d’adresse le concernant ; en fonction, l’Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. À défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l’Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS

L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financier. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l’exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 - UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS

Le Maître d’Ouvrage s’engage à fournir à l’Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l’Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisées dans le cadre des opérations financées.

L’Agence s’engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d’Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l’exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS

Le Maître d’ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. À défaut, l’acte d’attribution peut être révoqué par décision unilatérale de l’Agence, après mise en demeure.

ARTICLE 10 : DELAI D’ACHEVEMENT DES OPERATIONS

Le Maître d’ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l’Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAIEMENT

Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d’Ouvrage n’a pas payé toutes les sommes dues à l’Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.

Les versements sont effectués sur présentation par le maître d’ouvrage d’un Relevé d’Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n’est pas procédé à un versement d’acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état d’avancement, précisant la date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant d’une réalisation d’au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les opérations dont le déroulement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d’attribution, chaque tranche d’opérations fera l’objet d’un paiement unique sous forme d’acompte à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l’identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général défini pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d’Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d’Ouvrage). L’Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d’un certificat administratif établi par les services de l’Agence et visé par l’ordonnateur de l’Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D’ENTRETIEN

Le Maître d’ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l’Agence et de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois considérés de fonctionnement normal constatés.

ARTICLE 13 : LITIGES

Les litiges qui peuvent intervenir à l’occasion de l’application du présent acte d’attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
AGENCE DE L’EAU
ARDOIS-PICARDIE

ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 443-D-224
VALANT ACTE D’ATTRIBUTION DU 27/05/2014

- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d’Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d’assainissement des collectivités territoriales et son annexe,

BENEFICIAIRE : 40500- COMMUNAUTE D’AGGLOMERATION DE SAINT OMER
HOTEL DE LA COMMUNAUTE
RUE ALBERT CAMUS - BP 79
62968 LONGUINESSE CEDEX

DOSSIER : 19853.00

SIRET : 2482046500011
Représentant légal : Joël DUQUENOY, Président

TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES
Définition :
Réalisation étude diagnostique des réseaux

Localisation :
HELFAUT : Contrôle des réseaux Hameau de Bilques, rues d’Helfaut, de l’école et du comet

Eléments caractéristiques :
Inspections caméra du réseau principal et des branchements au réseau public d’assainissement Contrôle des raccordements existants (45 unités) Tests à la fumée Rapport diagnostic

ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Contrôle des réseaux Hameau de Bilques, rues d’Helfaut, de l’école et du comet</td>
<td>11 300,00</td>
<td>HT</td>
<td>11 300,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>11 300,00</td>
<td></td>
<td>11 300,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel finançable (€)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S</td>
<td>11 300,00</td>
<td>N</td>
<td>60,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
<td>6 650,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant de la participation financière maximale : CINQ MILLE SIX CENT CINQUANTE EUROS

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D’OUVRAGE

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d’Ouvrage s’engage à fournir à l’Agence de l’Eau :
- les rapports intermédiaires et le rapport final de l’étude sous format papier et informatique,
- les comptes-rendus de réunion.

Le Maître d’Ouvrage s’engage à inviter l’Agence à toutes les réunions de suivi et de présentation aux élus de l’étude.
En cas de participations financières complémentaires de l’Etat et/ou du département, la Collectivité s’engage à en informer l'Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements. La participation financière de l’Agence reprise à la présente convention est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur.
ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUER DE L'ACTE D'ATRIBUTION
L'entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d'attribution par l'Agence au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION
Le Maître d'ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d'attribution sans autorisation préalable de l'Agence. Le Maître d'ouvrage doit informer l'Agence de toute modification de statut ou d'adresse le concernant ; en fonction, l'Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. À défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l'Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS
L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l'exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l'Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisés dans le cadre des opérations financées. L'Agence s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d'Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l'exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'acte d'attribution peut être résilié par décision unilatérale de l'Agence, après mise en demeure.

ARTICLE 10 : DELAI D'ACHEVEMENT DES OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l'Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAIEMENT
Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d'Ouvrage n'a pas payé toutes les sommes dues à l'Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.

Les versements sont effectués sur présentation par le maître d'ouvrage d'un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n'est pas procédé à un versement d'acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état d'avancement, précisant la date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant d'une réalisation d'au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les opérations dont le découlement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d'attribution, chaque tranche d'opérations fera l'objet d'un paiement unique sous forme d'acompte à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sara versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l'identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général défini pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d'Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d'Ouvrage). L'Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d'un certificat administratif établi par les services de l'Agence et visé par l'ordonnateur de l'Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D'ENTRETIEN
Le Maître d'ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES
Les litiges qui peuvent intervenir à l'occasion de l'application du présent acte d'attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° VALANT ACTE D'ATTRIBUTION 27/05/2014

- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,

BENEFICIAIRE : 00588- LE QUESNOY
MAIRIE
RUE DU MARECHAL JOFFRE
59630 LE QUESNOY
SIRET : 21590481400013
Représentant légal : Marie-Sophie LESNE, Maire

DOSSIER : 19862.00

TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES

Définition :
Etude de profil de baignade

Localisation :
LE QUESNOY : Etang du Pont Rouge

Eléments caractéristiques :
Cette étude sera réalisée en 3 phases : - un état des lieux de la zone de baignade avec description de la zone de baignade, synthèse de la qualité de l'eau, description des sources de pollution, - une phase de diagnostic avec analyse des pollutions et des risques de pollution, avec hiérarchisation des sources de pollutions, - une phase de définition des mesures de gestion des pollutions ou des risques de pollution à court terme et à long terme, avec l'identification des maitres d'ouvrage de ces opérations pour la mise en œuvre de chacune des mesures.

ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Etude de profil de baignade</td>
<td>4 800,00</td>
<td>HT</td>
<td>4 800,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>4 800,00</td>
<td></td>
<td>4 800,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel financable (€)</th>
<th>Plafonné oui : non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S</td>
<td>4 800,00</td>
<td>N</td>
<td>50,00</td>
<td></td>
<td>2 400,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2 400,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant de la participation financière maximale : DEUX MILLE QUATRE CENT EUROS

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERES DU MAITRE D'OUVRAGE

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

"Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence de l'Eau :

- les rapports intermédiaires et le rapport final de l'étude sous format papier et informatique,
- les comptes-rendus de réunion.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à inviter l'Agence à toutes les réunions de suivi et de présentation aux élus de l'étude.
En cas de participations financières complémentaires de l'Etat et/ou du département, la Collectivité s'engage à en informer l'Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements.
La participation financière de l'Agence reprise à la présente convention est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur."
ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACTE D'ATTRIBUTION
L'entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d'attribution par l'Agence au Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION
Le Maître d'ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d'attribution sans autorisation préalable de l'Agence. Le Maître d'ouvrage doit informer l'Agence de toute modification de statut ou d'adresse le concernant ; en fonction, l'Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. À défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l'Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS
L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l'exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à fournir à l'Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l'Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisées dans le cadre des opérations financées.
L'Agence s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d'Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l'exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'acte d'attribution peut être réalisé par décision unilatérale de l'Agence, après mise en demeure.

ARTICLE 10 : DELAI D'ACHEVEMENT DES OPERATIONS
Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l'Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAIEMENT
Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d'Ouvrage n'a pas payé toutes les sommes dues à l'Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.
Les versements sont effectués sur présentation par le maître d'ouvrage d'un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :
A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n'est pas procédé à un versement d'acompte.
B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état d'avancement, précisant la date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant d'une réalisation d'au moins 50 % des opérations prévues.
C) Pour les opérations dont le démarrage est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d'attribution, chaque tranche d'opérations fera l'objet d'un paiement unique sous forme d'acompte à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d'Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.
Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d'ouvrage sur présentation d'un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l'identification des entreprises ayant réaliés les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général délivré pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d'Ouvrage et conforme à sa comptabilité. Il est siglé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d'Ouvrage). L'Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d'un certificat administratif établi par les services de l'Agence et visé par l'ordonnateur de l'Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D'ENTRETIEN
Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES
Les litiges qui peuvent intervenir à l'occasion de l'application du présent acte d'attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
AGENCE DE L’EAU
ARDOIS-PICARDIE

ANNEXE À LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DZ.22
VALANT ACTE D’ATTRIBUTION DZ.22

- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d’Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d’assainissement des collectivités territoriales et son annexe,

**BENEFICIAIRE :** 01086- ETAPLES
MAIRIE
1 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
62630 ETAPLES

**SIRET :** 216203152000111
Représentant légal : Philippe FAIT, Maire

**DOSSIER :** 19926.00

---

**TITRE I - CONDITIONS PARTICULIERS**

**ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS PREVUES**

**Définition :**
Réalisation d’une étude diagnostique de la conformité des branchements.

**Localisation :**
ETAPLES : Contrôle des branchements des particuliers (phase 4)

**Eléments caractéristiques :**
400 branchements

---

**ARTICLE 2 : MONTANT DES OPERATIONS**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des dépenses</th>
<th>Montant Prévisionnel (€)</th>
<th>HT ou TTC</th>
<th>Montant prévisionnel éligible (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Réalisation d’une étude diagnostique de la conformité des branchements</td>
<td>34 000,00</td>
<td>HT</td>
<td>34 000,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Contrôle des branchements des particuliers (phase 4)</td>
<td>34 000,00</td>
<td>HT</td>
<td>34 000,00</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>34 000,00</td>
<td>HT</td>
<td>34 000,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

---

**ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>Montant prévisionnel financier (€)</th>
<th>Plafonné oui / non</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>S</td>
<td>34 000,00</td>
<td>N</td>
<td>50,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Montant de la participation financière maximale : DIX SEPT MILLE EUROS

---

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS PARTICULIERS DU MAITRE D’OUVRAGE**

Lorsque les obligations prévues au présent article sont plus précises ou contraignantes que certaines des obligations reprises au Titre 2 (Conditions Générales au verso) elles se substituent de plein droit pour les obligations concernées. Les autres dispositions du titre 2 demeurent applicables.

Le Maître d’Ouvrage s’engage à fournir à l’Agence de l’Eau :
- les rapports internodiaires et le rapport final de l’étude sous format papier et informatique,
- les comptes-rendus de réunion.

Le Maître d’Ouvrage s’engage à inviter l’Agence à toutes les réunions de suivi et de présentation aux élus de l’étude.
En cas de participations financières complémentaires de l’État et/ou du département, la Collectivité s’engage à en informer l’Agence en lui transmettant les montants respectifs de ces co-financements. La participation financière de l’Agence reprise à la présente convention est prévisionnelle et pourra être réduite conformément aux délibérations en vigueur.
ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR DE L’ACTE D’ATTRIBUTION
L’entrée en vigueur est fixée à la date de la notification du présent acte d’attribution par l’Agence au Maître d’ouvrage.

ARTICLE 6 : MODIFICATION EN COURS D’EXECUTION
Le Maître d’ouvrage ne procède à aucune modification des opérations définies dans le présent acte d’attribution sans autorisation préalable de l’Agence. Le Maître d’ouvrage doit informer l’Agence de toute modification de statut ou d’adresse le concernant ; en fonction, l’Agence peut prendre toutes dispositions adaptées. À défaut, ces modifications ne sont pas opposables à l’Agence.

ARTICLE 7 : CONTROLE DES OPERATIONS
L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financier. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place, lors de l’exécution des opérations, ou après leur réalisation.

ARTICLE 8 : UTILISATION DES RESULTATS ET SUITE DONNEE AUX OPERATIONS
Le Maître d’Ouvrage s’engage à fournir à l’Agence tous renseignements utiles ou nécessaires à son information et autorise l’Agence à utiliser les résultats des études, essais, mesures ou expériences réalisées dans le cadre des opérations financées. L’Agence s’engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Maître d’Ouvrage et dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de la réalisation des opérations, à l’exception des données relatives aux rejets dans le milieu naturel.

ARTICLE 9 : DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS
Le Maître d’ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. À défaut, l’acte d’attribution peut être réillué par décision unilatérale de l’Agence, après mise en demeure.

ARTICLE 10 : DELAI D’ACHEVEMENT DES OPERATIONS
Le Maître d’ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue dans les obligations particulières au titre I. Au-delà de ce délai, l’Agence pourra le déclarer caduc.

ARTICLE 11 : MODALITE DE PAIEMENT
Aucun paiement ne peut être effectué, si à cette date, le Maître d’Ouvrage n’a pas payé toutes les sommes dues à l’Agence, exigées par celle-ci et dont la date limite de paiement est dépassée.

Les versements sont effectués sur présentation par le maître d’ouvrage d’un Relevé d’Identité Bancaire (RIB) et selon les modalités suivantes :

A) Pour les participations financières inférieures à 20 000 €, il n’est pas procédé à un versement d’acompte.

B) Pour les participations financières dont le montant est compris entre 20 000 € et 150 000 €, un acompte égal à 50 % du montant maximal de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état d’avancement, précisant le date de démarrage des opérations, établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant d’une réalisation d’au moins 50 % des opérations prévues.

C) Pour les opérations dont le déroulement est prévu par tranche aux articles 2 et 4 des conditions particulières du présent acte d’attribution, chaque tranche d’opérations fera l’objet d’un paiement unique sous forme d’acompte à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état de réalisation des opérations établi ou approuvé par le Maître d’Ouvrage et justifiant de la réalisation de cette tranche. Le solde sera versé après la réalisation de la dernière tranche des opérations.

Le solde de la participation financière est versé à la demande du maître d’ouvrage sur présentation d’un état des dépenses effectuées, reprenant notamment l’identification des entreprises ayant réalisé les opérations, le numéro et la date de chaque facture ou le décompte général définitif pour les marchés publics de travaux, la nature et le montant des dépenses. Cet état est certifié exact par le Maître d’Ouvrage ou son représentant dûment délégué (signature, nom et qualité du signataire, cachet du Maître d’Ouvrage). L’Agence se réserve le droit de demander la production de factures, la justification de leur règlement.

Le paiement du solde de la participation financière est effectué au vu d’un certificat administratif établi par les services de l’Agence et visé par l’ordonnateur de l’Agence, constatant la réception et la conformité des pièces nécessaires au paiement et la réalisation conforme des opérations.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS D’ENTRETIEN
Le Maître d’ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service, et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

ARTICLE 13 : LITIGES
Les litiges qui peuvent intervenir à l’occasion de l’application du présent acte d’attribution relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
TITRE : REHABILITATION RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

VISA :
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu la délibération n° 13-A-050 du Conseil d'Administration du 29 novembre 2013 relative aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales et son annexe,
- Vu la (les) demande(s) présentée(s) par le (les) maître(s) d'ouvrage,

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d'Administration, décide :

Article 1 :

L'Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l'engagement s'établit à :

| 3 dossiers d'interventions | Montant cumulé sous forme de subvention | 20 809,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance convertible en subvention | 11 253,00 € |
| Montant cumulé sous forme d'avance remboursable | 26 356,00 € |
| Montant total | 58 418,00 € |

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X122.

[Signature]

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant finançable</th>
<th>Prêtonné</th>
<th>Nature*</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19761,00</td>
<td>SI ASSAINISSEMENT MORBECQUE STEENBECQUE</td>
<td>Mise en œuvre de l'autosurveillance des réseaux d'assainissement.</td>
<td>MORBECQUE</td>
<td>HT 26 200</td>
<td>26 200</td>
<td>28 200</td>
<td>A 1+20</td>
<td>25</td>
<td>6 550</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S 15</td>
<td>3 930</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19622,00</td>
<td>COMMUNAUTE URBANA DE LILLE</td>
<td>Réseau Réhabilitation</td>
<td>WASQUEHAL : Rue de Mulhouse</td>
<td>HT 82 000</td>
<td>82 000</td>
<td>54 000</td>
<td>A 1+20</td>
<td>15</td>
<td>8 100</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S 15</td>
<td>8 100</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>AC 2+1</td>
<td>10</td>
<td>5 400</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>19697,00</td>
<td>COMMUNAUTE URBANA DE DUNKERQUE</td>
<td>Travaux de réhabilitation de réseaux de collecte</td>
<td>LEFFRINCKOUCKE : Rue des acacias</td>
<td>HT 58 530</td>
<td>58 530</td>
<td>58 530</td>
<td>AC 2+1</td>
<td>10</td>
<td>5 853</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>A 1+20</td>
<td>20</td>
<td>11 706</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>S 15</td>
<td>8 779</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>166 730,00</td>
<td>166 730,00</td>
<td>138 730,00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

A 1+20 : AVANCE EN 20 ANS APRÈS 1 AN DE DIFFÉRE
S : SUBVENTION
AC 2+1 : AVANCE RESEAU EVENT. CONVERTIBLE EN SUBV
TITRE : ENTRETIEN RESTAURATION DES COURS D’EAU

FEDERATION DU PAS DE CALAIS POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE

VISA :
- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,
- Vu la délibération n° 12-A-041 du Conseil d’Administration du 27 septembre 2012 relative à la restauration et gestion des milieux aquatiques,
- Vu la demande présentée par le Maître d’ouvrage,

Considérant que :
- la FEDERATION DU PAS-DE-CALAIS DES ASSOCIATIONS AGREES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE (AAPMMA) nous a fait parvenir le 19 décembre 2012, une demande de participation financière au titre d’une mission d’animation et d’assistance scientifique pour l’aménagement et la restauration écologique et piscicole des cours d’eau du département du Pas-de-Calais, pour une période de 3 ans (2013/2015);
- le service technique a approuvé le bilan de l’année 2014, il apporte un avis favorable à la poursuite du financement de l’Agence.

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article 1 :

L’Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l’engagement s’établit à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>1 dossier d’interventions</th>
<th>134 836,00 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme de subvention</td>
<td>134 836,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d’avance convertible en subvention</td>
<td>134 836,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant cumulé sous forme d’avance remboursable</td>
<td>134 836,00 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant total</td>
<td>134 836,00 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X240.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
# ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 14-D-226 DU 27/05/2014

## AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opération</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Objet</td>
<td>Localisation</td>
<td>HT/TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>10073.00</td>
<td>FEDERATION DU PAS DE CALAIS POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE</td>
<td>Animation et assistance scientifique pour l'aménagement et la restauration écologique et piscicole des cours d'eau du département du Pas-de-Calais, au titre de la 2ème année, suivant le plan de gestion 2013/2015, et selon la délibération n°13-I-036 de la Commission Permanente des Interventions du 24 mai 2013.</td>
<td>Cours d'eau du département du Pas-de-Calais</td>
<td>TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* SF : Subvention forfaitaire
  S : Subvention
TITRE : EPURATION INDUSTRIELLE

VISA :
- Vu la Charte de l’Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l’Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-172 du 30 décembre 2006 sur l’Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l’Eau,
- Vu les demandes présentées par le les maîtres d’ouvrage,

Le Directeur Général de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie, par délégation du Conseil d’Administration, décide :

Article 1 :

L’Agence apporte une participation financière pour les opérations reprises en annexe à la présente décision et selon les modalités qui y sont indiquées. Le montant de l’engagement s’établit à :

| 22 dossiers d’interventions | Montant cumulé sous forme de subvention | 142 261,00 € |
| Montant cumulé sous forme d’avance convertible en subvention | 24 981,00 € |
| Montant cumulé sous forme d’avance remboursable | Montant total | 167 242,00 € |

Article 2 :

Le montant des participations financières est imputé sur la ligne de Programme X132.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>HT/TC</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant finançable</th>
<th>Plafond</th>
<th>Nature</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10065.00</td>
<td>BLANCHISERIE TEINTURIERIE EDME</td>
<td>Opération collective pressings propres</td>
<td>BLANCHISERIE TEINTURIERIE EDME - LAMBERSART</td>
<td>HT</td>
<td>20 949</td>
<td>18 434</td>
<td>9 217</td>
<td>S</td>
<td>60</td>
<td></td>
<td>5 530</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>5 530,00</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : l'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :
  - Le maître d'ouvrage s'engage à :
    - acquérir et mettre en service le ou les dispositifs figurant dans le dossier de demande de participation financière,
    - informer la collectivité sur l'existence d'un rejet d'eaux usées au réseau d'assainissement lié à la technologie d'aquarétrolyse,
    - informer la Préfecture sur l'arrêt d'utilisation du perchloroéthylène,
    - fournir l'attestation de destruction de la précédente installation qui fonctionnait au perchloroéthylène,

Le Directeur Général de l'Agence

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 14-D-227
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION DU 28/05/2014


<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d’ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l’opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10985.00</td>
<td>PIL ROYAL PRESSING</td>
<td>Opération collective pressings propres</td>
<td>HT 38 384</td>
<td>S 60 9 000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d’Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d’attribution, l’acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d’Ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. A défaut, l’Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financier. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l’exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d’achèvement** : Le Maître d’Ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l’Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d’Ouvrage de son RIB et d’un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L’Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d’Ouvrage n’a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l’Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d’entretien** : Le Maître d’Ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :
  - Le maître d’ouvrage s’engage à :
    - acquirir et mettre en service le ou les dispositifs figurant dans le dossier de demande de participation financière,
    - fournir le récépissé de déclaration et d’information de la Préfecture concernant l’utilisation d’une machine de nettoyage utilisant un solvant,
    - fournir le contrat de collecte des boues de nettoyage signé,
    - fournir l’attestation de destruction de la précédente installation qui fonctionnait au perchloroéthylène.

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L’AGENCE**

Olivier THIBAULT

15261
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 28/05/2014 VALANT ACTE D'ATTRIBUTION N° 227

- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10967.00</td>
<td>MONSIEUR JEAN LOUIS BERNARD</td>
<td>Opération collective pressings propres</td>
<td>MONSIEUR JEAN LOUIS BERNARD - FRIVILLE ESCARBOTIN</td>
<td>HT 24 563</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur places ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- Délai d'achèvement : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiée exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d'entretien : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- Conditions techniques :

Le maître d'ouvrage s'engage à :
- acquérir et mettre en service le ou les dispositifs figurant dans le dossier de demande de participation financière,
- informer la collectivité sur l'existence d'un rejet d'eaux usées au réseau d'assainissement lié à la technologie d'aquaréclage,
- informer la Préfecture sur l'arrêt d'utilisation du perchloroéthylène
- fournir l'attestation de destruction de la précédente installation qui fonctionnait au perchloroéthylène.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION


<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10088.00</td>
<td>PRESSING DES SABLES</td>
<td>Opération collective pressings propres</td>
<td>PRESSING DES SABLES - BERCK</td>
<td>HT 28 252</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>5 986,00</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

**Conditions techniques** :
- Le maître d'ouvrage s'engage à :
  - acquérir et mettre en service le ou les dispositifs figurant dans le dossier de demande de participation financière.
  - informer la collectivité sur l'existence d'un rejet d'eaux usées au réseau d'assainissement lié à la technologie d'aquaculottage.
  - informer la Préfecture sur l'arrêt d'utilisation du perchloréthylène.
  - fournir l'attestation de destruction de la précédente installation qui fonctionnait au perchloréthylène.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° AL -D -227
du 28/05/2019

VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>HT/TTC</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant financement</th>
<th>Prêté</th>
<th>Nature</th>
<th>Taux de rendement</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10089.00</td>
<td>ETS PETITPREZ ET LAMBAERE</td>
<td>Opération collective pressings propres</td>
<td>ETS PETITPREZ ET LAMBAERE - VENDIN LE VIEIL</td>
<td>HT</td>
<td>38 290</td>
<td>30 000</td>
<td>15 000</td>
<td>S</td>
<td>60</td>
<td></td>
<td>9 000</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

9 000,00

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :
  - Le maître d'ouvrage s'engage à :
    - acquérir et mettre en service le ou les dispositifs figurant dans le dossier de demande de participation financière,
    - fournir le récépissé de déclaration et d'information de la Préfecture concernant l'utilisation d'une machine de nettoyage utilisant un solvant
    - fournir le contrat de collecte des boues de nettoyage signé
    - fournir l'attestation de destruction de la précédente installation qui fonctionnait au perchloroéthylène.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 13-D-227
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION
DU 28/05/2014

- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n° 13-A-038 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10970.00</td>
<td>MONSIEUR JEROME HACCART</td>
<td>Opération collective peintres en bâtiment</td>
<td>MONSIEUR JEROME HACCART - LILLERS</td>
<td>HT 2 472,00 2 472,00 2 472,00 S 60,00 1 483,00</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 483,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- Délai d'achèvement : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiée exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d'entretien : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- Conditions techniques :
  - L'établissement s'engage à :
    - acquérir et mettre en service le dispositif de lavage de rouleaux et de pinceaux,
    - fournir et mettre en service le dispositif de lavage de rouleaux et de pinceaux consécutif à l'acquisition du matériel financé par l'Agence de l'Eau.

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 28/05/2014
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-035 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10071.00</td>
<td>ATELIERS CHRISTOPHE ROLLIN</td>
<td>Opération collective peintres en bâtiment ATELIERS CHRISTOPHE ROLLIN - ORESMAUX</td>
<td>HT 3 840 3 840 3 840 S 60 2 304</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>2 304,00</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financier. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAUT
- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-038 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10072.00</td>
<td>MONSIEUR WILLY SAUVAGE</td>
<td>Opération collective peintres en bâtiment MONSIEUR WILLY SAUVAGE - WOINCOURT</td>
<td>HT 2 472 2 472 2 472</td>
<td>S 60 1 483</td>
</tr>
</tbody>
</table>

TOTAL 1 483,00

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : l'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- Délai d'achèvement : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d'entretien : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- Conditions techniques :
  - L'établissement s'engage à :
    - acquérir et mettre en service le dispositif de lavage de rouleaux et de pinceaux,
    - fournir une copie du contrat de collecte ou des bordereaux d'élimination des déchets dangereux et une copie du courrier d'information à la collectivité concernant la suppression de rejet lié au nettoyage des rouleaux et pinceaux consécutif à l'acquisition du matériel financé par l'Agence de l'Eau.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT

15261
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 28/05/2014
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10074.00</td>
<td>SARL LEPLOMB CHRISTIAN</td>
<td>Opération collective peintres en bâtiment</td>
<td>HT 3 955 Montant prévisionnel 3 955 Montant éligible 3 955 Montant financement 60</td>
<td>S 2 373</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d’Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur place ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué dans une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, à présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. À défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

**Conditions techniques** :
- L'établissement s'engage à :
  - acquérir et mettre en service le dispositif de lavage de rouleaux et de pinceaux,
  - fournir une copie du contrat de collecte ou des bordereaux d'élimination des déchets dangereux et une copie du courrier d'information à la collectivité concernant la suppression de rejet lié au nettoyage des rouleaux et pinceaux consécutif à l'acquisition du matériel financé par l'Agence de l'Eau.

**Signature**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT

15261
**ANEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N°**
**VALANT ACTE D'ATTRIBUTION**

- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d’ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l’opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10024.00</td>
<td>FISHOUT</td>
<td>Action nationale de réduction des substances dangereuses - Phase 2</td>
<td>FISHOUT - SAINT LAURENT BLANGY</td>
<td>HT 9 480,80</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Nature* Taux ou forfait Montant maximal Garantie financier</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d’Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d’attribution, l’acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d’Ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. A défaut, l’Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur place ou sur place lors de l’exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d’achèvement** : Le Maître d’Ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l’Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d’Ouvrage de son RIB et d’un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L’Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d’Ouvrage n’a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l’Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d’entreprises** : Le Maître d’Ouvrage s’engage à utiliser et à entretien conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :
  - Les prélèvements et analyses de substances dangereuses dans l'eau devront être effectués selon les prescriptions techniques spécifiées dans la circulaire MC0803 du 5/01/09 (annexe 5) et précisées spécifiquement dans l’arrêté de prescriptions complémentaires (APC) de l’établissement concerné.
  - Dans le délai prévu dans l’APC relatif à la surveillance initiale, l’exploitant doit fournir à l’Agence un rapport de synthèse devant comprendre :
    - un tableau synthétique récapitulatif pour chaque substance : sa concentration et son flux pour chacune des mesures réalisées, les concentrations et les flux minimaux, maximaux et moyens mesurées sur les échantillons;
    - l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application de l’arrêté ;
    - si l’exploitant réalise lui-même le prélèvement des échantillons, l’ensemble des éléments permettant d’attester de la qualité, la représentativité et la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
    - des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
    - des propositions dûment argumentées si l’exploitant souhaite demander l’abandon de la surveillance pour certaines substances ou adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance,
    - le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d’alimentation et autres points échantillonnés en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou addition d’eau potable).
  - Tous les résultats de mesure seront transmis à l’Agence en utilisant tant que possible les moyens de téléDéclaration (site INERIS). Le rapport de synthèse de la surveillance initiale sera transmis à l’Agence sous format papier et informatique.

**Le DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE**

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 41-D-227
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION DU 28/05/2014


<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10797.00</td>
<td>H.J. HEINZ FRANCE</td>
<td>Action nationale de réduction des substances dangereuses - Phase 2</td>
<td>H.J. HEINZ FRANCE - SECLIN</td>
<td>HT 7 053</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL** 3 526.00

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations**: le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations**: L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur place ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'échéance**: Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement**: Le versement de la participation financière est effectué en une seul fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n’a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien**: Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

**Conditions techniques**: techniques spécifiées dans la circulaire MC0803 du 5/01/09 (annexe 5) et précisées spécifiquement dans l'arrêté de prescriptions complémentaires (APC) de l'établissement concerné. Dans le délai prévu dans l'APC relatif à la surveillance initiale, l'exploitant doit fournir à l'Agence un rapport de synthèse devant comprendre :
- un tableau synthétique récapitulant pour chaque substance : sa concentration et son flux pour chacune des mesures réalisées, les concentrations et les flux minimaux, maximaux et moyens mesurés sur les échantillons ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisés en application de l'arrêté ;
- si l'exploitant réalise lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la qualité, la représentativité et la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances ou adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation et autres polluants échantillonnés en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou addition d'eau potable). Tous les résultats de mesure seront transmis à l'Agence en utilisant tant que du possible les moyens de télédéclaration (site INERIS). Le rapport de synthèse de la surveillance initiale sera transmis à l'Agence sous format papier et informatique.

[Signature]

Olivier THIBAULT

15261
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 14-D.227
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant provisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1006.00</td>
<td>BOULANGERIE NEUHAUSER</td>
<td>Action nationale de réduction des substances dangereuses - Phase 2</td>
<td>HT/TC 18 562</td>
<td>Montant maximal 9 281</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>BOULANGERIE NEUHAUSER - MAUBEUGE</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

9 281,00

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai, l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimal de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :
  - Les prélèvements et analyses de substances dangereuses dans l'eau devront être effectués selon les prescriptions techniques spécifiées dans la circulaire MCG033 du 5/01/09 (annexe 5) et précisées spécifiquement dans l'arrêté de prescriptions complémentaires (APC) de l'établissement concerné. Dans le délai prévu dans l'APC relatif à la surveillance initiale, l'exploitant doit fournir à l'Agence un rapport de synthèse devant comprendre :
    - un tableau synthétique récapitulant pour chaque substance : sa concentration et son flux pour chacune des mesures réalisées, les concentrations et les flux minimaux, maximaux et moyens mesurés sur les échantillons ;
    - l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application de l'arrêté ;
    - si l'exploitant réalise lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la qualité, la représentativité et la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
    - des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
    - des propositions d'argumentations si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances ou adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;
  - le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation et autres points échantillonnés en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou addition d'eau potable).
  - Tous les résultats de mesure seront transmis à l'Agence en utilisant tant que du possible les moyens de télétransmission (site INERIS). Le rapport de synthèse de la surveillance initiale sera transmis à l'Agence sous format papier et informatique.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE**

Olivier THIBAULT

15261
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 41-D-227
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION
DU 28/05/2014


<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19807.00</td>
<td>LABORATOIRES DES PRODUITS HYDALL</td>
<td>Etude de la gestion de l'eau du site et des possibilités de réduire les impacts sur le milieu.</td>
<td>LABORATOIRES DES PRODUITS HYDALL - BERTRY</td>
<td>HT 16 000 16 000 16 000 S 50 8 000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

TOTAL
8 000,00

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,5 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

**Signature**

Olivier THIBAULT

15261
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DUD 28/05/2014
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant d'attribution (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>12885.00</td>
<td>VALEO EMBRAYAGES</td>
<td>Etude de la gestion de l'eau du site et des possibilités de réduire les impacts sur le milieu.</td>
<td>VALEO EMBRAYAGES - AMIENS</td>
<td>HT 15 000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

TOTAL

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Détail de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

**Conditions techniques** :
Remise d'un rapport et présentation de l'étude à l'Agence de l'Eau et aux partenaires compétents, conformes à l'offre du dossier de demande de participation financière.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT

15261
AGENCE DE L'EAU
ARTOIS-PICARDIE

ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° LH D. 224
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION


<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>16909.00</td>
<td>IMPRIMERIE NATIONALE Etude de la gestion de l'eau du site et des possibilités de réduire les impacts sur le milieu. IMPRIMERIE NATIONALE - FLERS EN ESCRIBEURS</td>
<td>HT 20 500 20 500 20 500</td>
<td>S 50 10 260</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

10 260,00

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- Délai d'achèvement : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d'entretien : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

**Conditions techniques :**
Remise d'un rapport et présentation de l'étude à l'Agence de l'eau et aux partenaires compétents, conformes à l'offre du dossier de demande de participation financière du 11 avril 2014.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° A4-D-229
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>18644.00</td>
<td>ALUMINIUM DUNKERQUE</td>
<td>Amélioration de l'analyse de la DCO : passage de la norme NF 90101 à la norme ISO 15705 (ST DCO)</td>
<td>HT 3 537 3 537 3 537 S 50 1 768</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

1 768,00

Le Maitre d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : Le Maitre d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financer. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maitre d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maitre d'Ouvrage de son RB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maitre d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maitre d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE**

Olivier THIBAULT
Le Maître d’Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d’attribution, l’acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d’Ouvrage s’engage à commencer l’exécution des opérations dans un délai maximum d’un an à compter de la notification du présent acte d’attribution. A défaut, l’Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : L’Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l’exécution des opérations ou après leur réalisation.

- Délai d’achèvement : Le Maître d’Ouvrage s’engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d’attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l’Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d’Ouvrage de son RB et d’un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L’Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d’Ouvrage n’a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l’Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d’entretien : Le Maître d’Ouvrage s’engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l’art les installations financées par l’Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l’Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l’Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

---

### Opérations

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° du dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Objet</th>
<th>Localisation</th>
<th>Montant prévisionnel HT/TTC</th>
<th>Montant prévisionnel</th>
<th>Montant éligible</th>
<th>Montant financement</th>
<th>Plafond</th>
<th>Nature</th>
<th>Taux ou forfait</th>
<th>Montant maximal</th>
<th>Garantie financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>19921.00</td>
<td>MAISON MENISSEZ</td>
<td>Etude de l'optimisation de la gestion des eaux usées de 3 sites industriels de fabrication de pain précur</td>
<td>MAISON MENISSEZ - FEIGNIES</td>
<td>40 000</td>
<td>40 000</td>
<td>40 000</td>
<td></td>
<td></td>
<td>S</td>
<td>50</td>
<td>20 000</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

20 000,00

---

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L’AGENCE

Olivier THIBAULT
<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>20000.50</td>
<td>LES BRASSEURS DE GAYANT</td>
<td>ÉTUDE D'OPTIMISATION DE LA GESTION DES EAUX USÉES ET PLUVIALES</td>
<td>HT 24 500 24 500  24 500</td>
<td>S 50 12 250</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>LES BRASSEURS DE GAYANT - DOUAI</td>
<td></td>
<td>TOTAL 12 260,00</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiée exacte et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :
  - L'établissement s'engage à :
    - remettre le rapport d'étude conforme à l'offre retenue et annexé à la demande de participation financière
    - présenter à l'Agence de l'Eau les conclusions de l'étude, présentation à laquelle la DREAL et les partenaires compétents seront invités.

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE**

Olivier Thibault
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° 2895/2014
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

- En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10007.00</td>
<td>MILLE GARAGE</td>
<td>Collecte et traitement des eaux de ruissellement</td>
<td>HT 35 072 Montant prévisionnel 10 720 Montant éligible Montant financable Platformé Nature* Taux du forfait Montant maximal Garantie financière</td>
<td>A 1+10 55 5 896 S 10 1 072</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>MILLE GARAGE - AIRAINES</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

TOTAL

- 6 966,00

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- Délai d'achèvement : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d'entretien : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- Conditions techniques : Pour l'Agence de l'Eau, les objectifs définis dans la convention financière seront vérifiés par :
  - le respect au rejet d'une concentration en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l mesurée par une campagne de mesure de 24h réalisée par un laboratoire agréé,
  - la production d'un procès-verbal de réception des ouvrages, ainsi que du contrat d'entretien des installations.

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE**

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 28/03/2014
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-038 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10075.00</td>
<td>CARROSSERIE DALLE &amp; CO</td>
<td>Traitement des eaux de lavage de véhicules</td>
<td><strong>HT</strong></td>
<td>Montant</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>CARROSSERIE DALLE &amp; CO - ASSEVILLERS</td>
<td></td>
<td>prévisionnel</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>HT</td>
<td>34 700</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>A 1+10</td>
<td>55</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- **Délai de démarrage des opérations** : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- **Contrôle des opérations** : l'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financier. Cette vérification peut être réalisée sur place ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- **Délai d'achèvement** : le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- **Modalités de paiement** : le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- **Obligations d'entretien** : le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

- **Conditions techniques** :
  Le Maître d'Ouvrage s'engage à réaliser les travaux conformément au dossier technique déposé à l'Agence de l'Eau le 17/04/2014, et à informer le SPANC en vue d'une visite de contrôle du dispositif d'assainissement non collectif. Une copie de ce courrier et du rapport de visite (s'il a lieu) seront demandées ainsi qu'un certificat d'entretien du séparateur à hydrocarbures lors du solde de l'opération.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT
ANNEXE A LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° DU 28/05/2014
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION

En application de la délibération n° 12-A-033 du Conseil d'Administration du 27 septembre 2012 relative à la lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles, modifiée par la délibération n°13-A-036 du CA du 18 octobre 2013,

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10076.00</td>
<td>MC CAIN ALIMENTAIRE</td>
<td>Optimisation du traitement des eaux terreuses de lavage des pommes de terre</td>
<td>HT/TC 15 500 15 500 15 500</td>
<td>S 50 7 750</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>MC CAIN ALIMENTAIRE - BETHUNE</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Maître d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maître d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent acte d'attribution. A défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.
- Contrôle des opérations : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financier. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.
- Délai d'achèvement : Le Maître d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.
- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention après réalisation des opérations, sur présentation par le Maître d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifié exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maître d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.
- Obligations d'entretien : Le Maître d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

Le Directeur Général DE L'AGENCE

Olivier THIBAULT

15261
ANNEXE À LA DECISION DU DIRECTEUR GENERAL N° L4-D-227
VALANT ACTE D'ATTRIBUTION DU 28/05/2014


<table>
<thead>
<tr>
<th>N° de dossier</th>
<th>Nom du maître d'ouvrage</th>
<th>Opérations</th>
<th>Montant prévisionnel de l'opération (€)</th>
<th>Participation financière (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10077.00</td>
<td>ROQUETTE FRERES</td>
<td>Mesure des débits sur les circuits ouverts de refroidissement d'eau prélevée dans la SOMME</td>
<td>ROQUETTE FRERES - VECQUEMONT</td>
<td>HT 21 000</td>
</tr>
</tbody>
</table>

TOTAL 10 500,00

Le Maitre d'Ouvrage est réputé accepter les conditions du présent acte d'attribution, l'acceptation de tout paiement valant accord.

- Délai de démarrage des opérations : le Maitre d'Ouvrage s'engage à commencer l'exécution des opérations dans un délai maximum de 3 mois à compter de la notification du présent acte d'attribution. À défaut, l'Agence pourra considérer son engagement caduc.

- Contrôle des opérations : L'Agence peut contrôler ou faire contrôler par un organisme de son choix la bonne exécution des opérations et leur conformité par rapport au projet financé. Cette vérification peut être réalisée sur pièces ou sur place lors de l'exécution des opérations ou après leur réalisation.

- Délai d'achèvement : Le Maitre d'Ouvrage s'engage à achever les opérations et à fournir les pièces justificatives nécessaires au paiement de la participation financière dans un délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent acte d'attribution, sauf disposition contraire prévue par une convention. Au-delà de ce délai l'Agence pourra le déclarer caduc.

- Modalités de paiement : Le versement de la participation financière est effectué en une seule fois, sauf disposition contraire prévue par une convention, après réalisation des opérations, sur présentation par le Maitre d'Ouvrage de son RIB et d'un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées exact et conforme à sa comptabilité. L'Agence pourra demander copie des factures. Aucun paiement ne pourra être effectué si le Maitre d'Ouvrage n'a pas payé à cette date toutes les sommes dues à l'Agence et exigées par celle-ci après mise en demeure de payer.

- Obligations d'entretenir : Le Maitre d'Ouvrage s'engage à utiliser et à entretenir conformément aux règles de l'art les installations financées par l'Agence dès leur mise en service et accepter tout contrôle de l'Agence ou de ses mandataires à cet effet. A défaut du respect de cette obligation pendant une durée minimale de 7 ans, l'Agence pourra décider le remboursement de la participation financière versée en appliquant un abattement de 14,3 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement normal constaté.

Le Directeur Général de l'Agence

Olivier THIBAULT